



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraits de sujets ont été effectués.

AVIS COVID-19

En raison des récentes directives provinciales, les bureaux de la municipalité de La Nation seront fermés, et ce, jusqu'à nouvel ordre.

Veillez noter que nous continuerons à diffuser en direct les réunions de Conseil sur YouTube. Veuillez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-01

Type : Ordinaire

Date : 10 janvier 2022

Heure : 16h30

Endroit : Zoom

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis

16h30 : Huis clos

17h30 : Réunion publique de zonage

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Adoption des procès-verbaux des réunions précédentes

5.1 Procès-verbal de la réunion ordinaire tenue le 6 décembre 2021

6. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

6.1 Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la bibliothèque publique de La Nation tenue le 4 novembre 2021

6.2 Procès-verbaux des réunions du comité consultatif sur l'accessibilité de La Nation tenues le 9 décembre 2020 et le 5 octobre 2021

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Daniel R. Desforges, Gérant des Infrastructures Environnementales

7.1.1 Rapport ENV-01-2022

Disposition des biens – vente du camion 2009 Sierra

7.2 Doug Renaud, Directeur de l'eau et des eaux usées

7.2.1 Acquisition d'un bien – achat d'un nouveau SUV

7.3 Cécile Maisonneuve, Trésorière

7.3.1 Registre d'impôt à radier daté le 20 novembre 2021

7.4 Richard J. Groulx, Chef pompier

- 7.4.1 Rapport FD-01-2022**
Choix firme d'architecte-ingénieur

7.5 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

- 7.5.1 Rapport EC-01-2022**
Tour de communication à Casselman

7.6 Chantal Lauzon, Généraliste en ressources humaines

- 7.6.1 Rapport RH-01-2022**
Gestion des ressources humaines, solutions d'affaire avec MPex

7.7 Leroux Consultant

- 7.7.1 Rapport DRAINAGE-01-2022**
Drain municipal Adam

8. Avis de motions proposées

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Demandes au comité de division de terrains de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 1-2022

- Modification de zonage
Parties des lots 29 & 30, Concession 6, Cambridge

12.2 Règlement 2-2022

- Modification de zonage
Partie du lot 2, Concession 3, Calédonia

12.3 Règlement 3-2022

- Modification de zonage
Parties des lots 16 & 17, Concession 19, Plantagenet Sud

12.4 Règlement 4-2022

- Modification de zonage
Partie du lot 5, Concession 16, Plantagenet Sud

12.5 Règlement 5-2022

- Modification de zonage
Partie du lot 13, Concession 20, Plantagenet Sud

12.6 Règlement 6-2022

- Modification de zonage
Partie du lot 21, Concession 5, Cambridge

12.7 Règlement 7-2022

- Modification de zonage
Partie du lot 6, Concession 15, Plantagenet Sud

12.8 Règlement 8-2022

- Modification de zonage
Partie du lot 13, Concession 6, Cambridge

12.9 Règlement 9-2022

- Modification de zonage
Partie du lot 19, Concession 9, Cambridge

12.10 Règlement 10-2022

- Frais d'entretien d'eau – St-Isidore

12.11 Règlement 11-2022
Frais d'entretien d'eau – Limoges

12.12 Règlement 12-2022
Frais d'entretien des égouts

12.13 Règlement 13-2022
Prêt temporaire pour 2022

12.14 Règlement 14-2022
Pour nommer un Chef du service du bâtiment adjoint
Règlement à suivre

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

14.1 Cheese Curd Classic
Organisé par Somersault et la Fromagerie St-Albert
Demande de fermeture de chemin

15. Rapports mensuels divers

15.1 Bureau de santé de l'est de l'Ontario, Avis des flambées

16. Correspondance

16.1 AMO, infolettres

16.2 Ville de Kitchener et la Municipalité de Shuniah, thérapie de conversion

16.3 Ville de Sarnia, la justice « attraper et relâcher »

16.4 Conservation de la Nation sud, plan de transition pour La Nation

16.5 Canton de Tay Valley, évaluation à l'échelle de la province

16.6 Ministère des Affaires municipales et du Logement, Projet de loi 13, Loi de 2021 visant à soutenir la population et les entreprises, et Projet de loi 276, Loi de 2021 sur le soutien à la relance et à la compétitivité

17. Événements à venir

17.1 Réunion de conseil ordinaire, 24 janvier 2022

18. Huis clos

18.1 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

18.1.1 Rapport RH-02-2022 – embauche d'un Chef du service du bâtiment adjoint
Section 239 (2) (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local et (d) relation de travail

18.1.2 Acquisition de terrain PLA-1-2022
Section 239 (2) (c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local

18.2 Josée Brizard, DG-Greffière

18.2.1 Mise à jour sur une résolution de litige
Section 239 (2) b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local et (e) les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local

18.2.1 Négociation avec corporation et entreprise

Section 239 (2) (k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

19. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

20. Ajournement

LA CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION

**AGENDA
PUBLIC MEETING
PLANNING COMMITTEE
MONDAY, January 10th, 2021
5:30 PM**

1. Opening of the public meeting
2. Presentation of the proposed amendment
 - 2.1 Route 600 West, ZBL-12-2021 (1-2022)
 - 2.2 281 Conc. 4, ZBL-14-2021 (2-2022)
 - 2.3 Ferme Agriguay, ZBL-15-2021 (3-2022)
 - 2.4 Cardinal, ZBL-16-2021 (4-2022)
 - 2.5 Kuratle, ZBL-21-2021 (5-2022)
 - 2.6 Brisson, ZBL-25-2021 (6-2022)
 - 2.7 Souigny, ZBL-30-2021 (7-2022)
 - 2.8 Coalwater, ZBL-29-2021 (8-2022)
 - 2.9 Raymond, ZBL-31-2021 (9-2022)
3. Comments
4. Adjournment

**ORDRE DU JOUR
RÉUNION PUBLIQUE
COMITÉ DE PLANIFICATION
LUNDI, LE 10 JANVIER 2021
17H30**

- 1 Ouverture de l'assemblée publique
2. Présentation des modifications
 - 2.1 Route 600 West, ZBL-12-2021 (1-2022)
 - 2.2 281 Conc. 4, ZBL-14-2021 (2-2022)
 - 2.3 Ferme Agriguay, ZBL-15-2021 (3-2022)
 - 2.4 Cardinal, ZBL-16-2021 (4-2022)
 - 2.5 Kuratle, ZBL-21-2021 (5-2022)
 - 2.6 Brisson, ZBL-25-2021 (6-2022)
 - 2.7 Souigny, ZBL-30-2021 (7-2022)
 - 2.8 Coalwater, ZBL-29-2021 (8-2022)
 - 2.9 Raymond, ZBL-31-2021 (9-2022)
3. Commentaires
4. Fermeture



**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY**

Type: _____

Date: _____

Résolution No.: _____

Proposée par/Moved by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

Appuyée par/Seconded by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE - FILIÈRES ZBL-12-2021, ZBL-14-2021, ZBL-15-2021, ZBL-16-2021, ZBL-21-2021, ZBL-25-2021, ZBL-29-201 ZBL-30-2021 & ZBL-31-2021

Qu'il soit résolu que la présente assemblée publique convoquée selon l'article 34 de la Loi sur l'aménagement du territoire (1990) soit ouverte à 17h30.

OPENING OF THE PUBLIC MEETING – FILES ZBL-12-2021, ZBL-14-2021, ZBL-15-2021, ZBL-16-2021, ZBL-21-2021, ZBL-25-2021, ZBL-29-201 ZBL-30-2021 & ZBL-31-2021

Be it resolved that the public meeting convened under Section 34 of the Planning Act (1990) be opened at 5:30 p.m.

Recorded Vote/Vote Enregistré

	<u>Yea</u>	<u>Nay</u>
Francois St. Amour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marie-Noëlle Lanthier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Alain Mainville	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Danik Forgues	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Francis Briere	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Cette resolution est:

This resolution is:

Adoptée/Carried:

Rejetée/Defeated:

Modifiée/Amended:

DÉCLARATION D'INTÉRÊT / DISCLOSURE OF INTEREST

Nom / Name: _____, _____ a (ont) déclaré ses (leur) intérêts, laissé son (leur) siège(s) et quitté la salle du Conseil./Disclosed his (her, their) interest, vacated his (her, their) seat(s) and left Council chambers.

Greffière
Clerk

**DEMANDE DE MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE ZONAGE 2-2006
DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION, FILIÈRES ZBL-12-2021, ZBL-14-2021, ZBL-15-2021,
ZBL-16-2021, ZBL-21-2021, ZBL-25-2021 & ZBL-30-2021**

**Modification pour agricole exception pour retirer les usages résidentiels suivant un
morcellement agricole**

NUMÉRO DU DOSSIER / *FILE* # :

Le 22 novembre 2021

INTRODUCTION:

Durant l'année 2021, nous avons procédé avec plusieurs demandes de morcellement en politiques agricoles. L'une des conditions demandées par l'autorité approbatrice est de retirer les usages résidentiels des parcelles agricoles restantes. Le SAT a décidé de présenter ces demandes en blocs.

DÉCLARATION DE PRINCIPES PROVINCIALE :

Sous la section 2.3.4.1, la DPP stipule; La création de lots dans les zones agricoles à fort rendement est découragée et ne peut être autorisée que pour:

- a) les usages agricoles, à condition que les lots soient d'une dimension appropriée au type d'utilisation (s) agricole (s) commune (s) dans la zone et sont suffisamment grand pour maintenir la flexibilité pour les changements futurs du type ou de la taille des opérations;
- b) les utilisations liées à l'agriculture, à condition que tout nouveau lot soit limité à taille minimale nécessaire pour accueillir l'utilisation et les eaux usées appropriées et services d'eau;
- c) une résidence surplus à une exploitation agricole à la suite d'un regroupement agricole, à condition que:
 1. le nouveau lot sera limité à une taille minimale nécessaire pour accueillir l'utilisation et les services d'égouts et d'eau appropriés; et
 2. le bureau d'urbanisme veille à ce que les nouveaux logements résidentiels soient interdits sur toute parcelle de terre agricole restante créée par un morcellement. et
- d) infrastructure, là où l'installation ou le corridor ne peut pas être aménagé par l'utilisation de servitudes ou de droits de passage.

C'est l'opinion du SAT que les demandes de modification au règlement rencontre la DPP.

PLAN OFFICIEL:

Les propriétés sont inscrites sous l'affectation "Secteur des politiques agricoles" à l'annexe "A" au Plan Officiel des Comtés Unis de Prescott et Russell. L'intention du Plan Officiel est de permettre et encourager l'agriculture, permettant ainsi une certaine liberté d'action concernant les morcellements de lot surplus à l'agriculture en politiques rurales. L'autorité approbatrice permet les lots surplus à l'agriculture si l'on retire les usages résidentiels du terrain qui serait utilisé pour des fins agricoles, comme le cas présent. Le terrain de surplus doit être de dimension raisonnable et ne créer aucun impact négatif le voisinage. Dans ce cas-ci, le terrain agricole sera une opération agricole environnante. Cette politique vient des déclarations de principe provincial de 2020 et du plan officiel.

Les demandes de modification rencontrent les intentions du plan officiel.

RÈGLEMENT DE ZONAGE :

Le but des demandes est de retirer les usages résidentiels de la terre agricole.

RECOMMANDATION DU SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (SAT) :

Suivant que ces modifications sont des conditions d'approbation pour les dossiers de morcellement;

Dossier morcellement	Dossier zonage	Règlement
B-86&87-2019	ZBL-12-2021	1-2022

B-4-2021	ZBL-14-2021	2-2022
B-82-2020	ZBL-15-2021	3-2022
B-75-2020	ZBL-16-2021	4-2022
B-25-2021	ZBL-21-2021	5-2022
B-54-2021	ZBL-25-2021	6-2022
B-48-2021	ZBL-30-2021	7-2022

Le SAT recommande l'adoption des règlements mentionnés ci-haut.

Guylain Lafèche, MCIP, RPP
Directeur de l'aménagement du territoire

**DEMANDE DE MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE ZONAGE 2-2006
DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION, FILIÈRE ZBL-29-2021 /**

Coalwater

ROLL # :

Le 20 décembre 2021

INTRODUCTION:

Coalwater a soumis une demande de modification au règlement de zonage 2-2006, filière ZBL-29-2021, relativement à la propriété localisée sur une partie du lot 13, concession 6, Cambridge, afin de changer la catégorie de zonage d'un terrain de rurale à commercial routier. Coalwater aimerait avoir leur cour d'entrepreneur sur le site. Cette demande de modification est l'une des conditions d'approbation pour le morcellement B-45-2021.



DÉCLARATION DE PRINCIPES PROVINCIALE

En vertu de la Déclaration de principes provinciale 2020, la prospérité à long terme et le bien-être social des Ontariennes et Ontariens dépendent du maintien de collectivités fortes, d'un environnement propre et sain et d'une économie forte.

L'intention de la modification proposée est de respecter la politique en matière de développement rural, comme indiqué à l'article 1.1.4.

1.1.4.1 Les régions rurales saines, intégrées et viables devraient être appuyées par :

- a) s'appuyer sur le caractère rural et tirer parti des commodités et des biens ruraux;
- b) promouvoir la régénération, y compris le réaménagement des friches industrielles;
- c) l'aménagement d'une gamme et d'une combinaison appropriées de logements dans les zones d'établissement rurales;
- d) encourager la conservation et le réaménagement du parc de logements ruraux existant sur les terres rurales;
- e) l'utilisation efficace des infrastructures rurales et des installations de service public;
- f) promouvoir la diversification de la base économique et des possibilités d'emploi par le biais de biens et de services, y compris les produits à valeur ajoutée et la gestion ou l'utilisation durables des ressources;
- g) offrir des possibilités de tourisme durable et diversifié, y compris l'exploitation d'actifs historiques, culturels et naturels;
- h) la conservation de la biodiversité et la protection des avantages écologiques de la nature; Et
- i) offrir des possibilités d'activités économiques dans les zones agricoles de premier plan, conformément à la politique 2.3.

PLAN OFFICIEL :

La propriété est sous la désignation « Zone des politiques rurales » à l'annexe « A » du Plan officiel des Comtés unis de Prescott et Russell. Les politiques contenues dans le Plan officiel des CUPR favorisent le développement dans la région. L'une de ces politiques est de promouvoir les entreprises qui sont liées aux ressources locales et à la nécessité d'utilisations environnantes.

Dans ce cas, les utilisations proposées sont directement liées aux opérations et aux services locaux.

RÈGLEMENT DE ZONAGE :

La propriété en question est zonée " rurale (RU)" à l'annexe "A" du règlement de zonage 2-2006 de la municipalité de La Nation.

La modification propose de changer la catégorie de zonage à commerciale routière exception (CH-X9). (Ébauche en annexe 1)

Ceci permettrait une cour d'entrepreneur en plus des usages déjà permis sous cette catégorie.

RECOMMANDATION DU SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (SAT)

Nous n'avons pas reçu de commentaire à ce jour. Le SAT aimerait recevoir les commentaires avant de rendre sa recommandation et adopter le règlement 8-2022.

Si le Conseil le désire, nous avons préparé une copie du règlement pour adoption.

Guylain Lafèche, MCIP, RPP
Directeur de l'aménagement du territoire

ANNEXE 1

Section 1: The property located on part of Lot 13, Concession 6 in the former Township of Cambridge, now in The Nation Municipality, County of Russell, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law shall be the property affected by this By-Law.

Section 2: Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Rural Zone (RU)" to "Highway Commercial Zone Exception (CH-X9)" the symbol of the parcels of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.

Section 3: Subsection 5.9.4 of Zoning By-Law 2-2006 entitled "Exception Zones", is hereby amended by adding the following new paragraphs:

5.9.4.9 CH-X9, Part of Lot 13, Concession 6 in the former Township of Cambridge

Notwithstanding Section 5.9, "Highway Commercial Zone" of Zoning By-Law 2-2006, hereof to the contrary, on the land zoned CH-X9, a Contractor's Yard shall be added to the permitted use and the setback from a rail way shall be reduced to 30 metres.

Section 4: All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.

Section 5: Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**DEMANDE DE MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE ZONAGE 2-2006
DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION, FILIÈRE ZBL-31-2021**

129 rue Principale, St-Albert

Le 17 décembre 2021

INTRODUCTION:

M. Sylvain Raymond a soumis une demande de modification au règlement de zonage 2-2006, filière ZBL-31-2021, relativement au 129 rue Principale, pour permettre 5 unités appartement.

DÉCLARATION DE PRINCIPES PROVINCIALE

Sous la section 1.1.3, la DPP stipule; “La vitalité des zones de peuplement est essentielle à la prospérité économique à long terme de nos collectivités.... Il est dans l'intérêt de toutes les collectivités d'utiliser les terres et les ressources de façon judicieuse, de promouvoir des formes efficaces d'aménagement, de protéger les ressources, de développer les espaces verts, d'assurer l'utilisation efficace de l'infrastructure et des installations de services publics et de réduire au minimum les dépenses publiques superflues.” /

La DPP nous encourage à développer une mixité d'usage résidentiel, industriel, commercial et de loisir.

La DPP encourage les municipalités au redéveloppement des zones de peuplement en densifiant les terrains existant à l'intérieur des villages afin de maximiser les services municipaux et de renforcer les collectivités

C'est l'opinion du SAT que la demande de modification au règlement rencontre la DPP.

PLAN OFFICIEL

La propriété est inscrite sous l'affectation “Secteur des politiques urbaines” à l'annexe A au Plan Officiel des Comtés Unis de Prescott et Russell. La politique 2.3 sur le développement résidentiel, encourage une mixité des usages résidentiels à l'intérieur des zones urbaines et de densifier le développement et redévelopper à l'intérieur de ces zones, permettant ainsi une diversité de type de logements.

La création de bloc appartement à l'intérieur de cette politique est permise et encouragée si la superficie est raisonnable et les services municipaux sont disponibles.

Plus particulièrement, la politique 2.3.7.8 demande à la municipalité de permettre un éventail de logement, permettant des logements abordables, tout en préservant la majeure partie de ces logements vers une densité plus faible (unifamiliale et jumelé), mais sans pour autant empêcher des bâtiments plus dense.

La demande de modification rencontre les intentions du plan officiel.

RÈGLEMENT DE ZONAGE / ZONING BY-LAW:

La propriété en question est zonée “ Commercial général (CG)” à l'annexe “A” du règlement de zonage 2-2006 de la municipalité de La Nation. Le but de la demande est de rénover la garderie en un bloc appartement de 5 unités.

La modification, “Résidentielle Haute Densité – Exception (R3-X29)”, propose de de réduire l'aire minimum par unité de 400 mètres carrés à 250 mètres carrés, de réduire la façade minimum de 35 mètres à 27 mètres, de réduire l'accès au stationnement de 6 mètres à 3 mètres et de permettre un aire de recouvrement maximum de 35% au lieu de 15%. (Ébauche en annexe 1)

RECOMMANDATION DU SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (SAT)

Le SAT aimerait recevoir les commentaires des agences et du public avant de rendre sa recommandation. Par le passé, le Conseil a adopté plusieurs règlements avec un ratio de 140 mc. de terrain par unité.

Le propriétaire propose un bâtiment ayant 3 unités à deux chambres et 2 unités à une chambre à coucher avec un total de 8 stationnements.

Nous n'avons pas reçu de commentaire à ce jour. Le SAT aimerait recevoir les commentaires avant de rendre sa recommandation et adopter le règlement 9-2022. Si le Conseil le désire, nous avons préparé une copie du règlement pour adoption.

Guylain Lafèche, MCIP, RPP
Directeur de l'aménagement du territoire

ANNEXE 1

Section 1: The property located on part of Lot 19, Concession 9 in the former Township of Cambridge, now in The Nation Municipality, County of Russell, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law shall be the property affected by this By-Law.

Section 2: Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "General Commercial Zone (CG)" to "High Density Residential Zone Exception (R3-X29)" the symbol of the parcels of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.

Section 3: Subsection 5.5.4 of Zoning By-Law 2-2006 entitled "Exception Zones", is hereby amended by adding the following new paragraphs:

5.5.4.29 R3-X29, 129 Principale Street

Notwithstanding Section 5.5.4. "High Density Residential Zone" of Zoning By-Law 2-2006, hereof to the contrary, on the land zoned R3-X29, the following provisions shall apply;

-Minimum Lot Area per unit:	250 m ² / per dwelling unit
-Minimum Lot Frontage:	27 metres
-Maximum lot coverage:	35%
-Minimum Ingress and Egress:	3 metres

Section 4: All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.

Section 5: Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.



**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY**

Type: _____

Date: _____

Résolution No.: _____

Proposée par/Moved by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

Appuyée par/Seconded by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

FERMETURE DE L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE - FILIÈRES ZBL-12-2021, ZBL-14-2021, ZBL-15-2021, ZBL-16-2021, ZBL-21-2021, ZBL-25-2021, ZBL-29-201 ZBL-30-2021 & ZBL-31-2021

Qu'il soit résolu que la présente assemblée publique convoquée selon l'article 34 de la Loi sur l'aménagement du territoire (1990) soit ajournée à _____ heures.

ADJOURNMENT OF THE PUBLIC MEETING – FILES ZBL-12-2021, ZBL-14-2021, ZBL-15-2021, ZBL-16-2021, ZBL-21-2021, ZBL-25-2021, ZBL-29-201 ZBL-30-2021 & ZBL-31-2021

Be it resolved that the public meeting convened under Section 34 of the Planning Act (1990) be adjourned at _____ p.m.

Recorded Vote/Vote Enregistré

	<u>Yea</u>	<u>Nay</u>
Francois St. Amour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marie-Noëlle Lanthier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Alain Mainville	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Danik Forgues	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Francis Briere	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Cette resolution est:

This resolution is:

Adoptée/Carried

Rejetée/Defeated:

Modifiée/Amended:

DÉCLARATION D'INTÉRÊT / DISCLOSURE OF INTEREST

Nom / Name: _____, _____ a (ont) déclaré ses (leur) intérêts, laissé son (leur) siège(s) et quitté la salle du Conseil./Disclosed his (her, their) interest, vacated his (her, their) seat(s) and left Council chambers.

Greffière
Clerk



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Type : Ordinaire

Date : 6 décembre 2021

Heure : 16h00

Endroit : 958, route 500 ouest, Casselman

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : [l'enregistrement de la réunion est disponible sur YouTube](#)

Présence des membres du Conseil

Maire François St-Amour, oui
 Conseillère quartier 1 Marie-Noëlle Lanthier, oui
 Conseiller quartier 2 Alain Mainville, oui
 Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui
 Conseiller quartier 4 Francis Brière, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière
 Aimée Roy, Greffière adjointe
 Marc Legault, Directeur des travaux publics
 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme
 Cécile Maisonneuve, Trésorière
 Nadia Knebel, Directrice des finances
 Carol Ann Scott, Coordinatrice de la récréation

Sujets à l'horaire précis

16h00 : délégation, Programme de candidats municipaux

~~**16h30** : délégation, vitesse dans la zone d'école sur la route 500 ouest~~

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 638-2021

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Correction

- 7.4.1** Correction du titre :
 Rapport ENV-08-2021
 Fermeture des dépotoirs durant les fêtes

À radier

- 10.1** Stephany Drisdoll et Millissa Ryan, **16h30**
 Vitesse zone d'école, route 500 ouest
- 12.1** Règlement 131-2021
 Pour modifier les règlements 4-2015 et 138-2015
 Frais des sites d'enfouissement

À ajouter

- 18.2** Josée Brizard, DG-Greffière
 Entente
 Section 239 (2) (h) des renseignements explicitement communiqués à titre confidentiel à la municipalité ou au conseil local par le Canada, une province, un territoire ou un organisme de la Couronne de l'un d'eux.

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 639-2021
Proposée par : Alain Mainville
Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Adoption des procès-verbaux des réunions précédentes

5.1 Procès-verbaux des réunions ordinaires and extraordinaires tenues le

- 8 novembre 2021
- 22 novembre 2021

Résolution : 640-2021
Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier
Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que les procès-verbaux des assemblées suivantes soient adoptés tels que présentés :

- Réunions ordinaires tenues le 8 et 22 novembre 2021.

Adoptée

6. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Marc Legault, Directeur des travaux publics

7.1.1 Rapport TP-35-2021
 Inspections biennales des ponts et des grands ponceaux 2021

Résolution : 642-2021
Proposée par : Danik Forgues
Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil accepte le rapport TP-35-2021 ainsi que le rapport d'inspections biennales des ponts et grands ponceaux 2021

préparé par Keystone Bridge Management Corp. daté le 4 novembre 2021. .

Adoptée

7.2 Nadia Knebel, Directrice des finances

7.2.1 Rapport F-19-2021

Proposition - Frais d'usagers pour le service d'eau et d'égouts

Résolution : 643-2021

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les recommandations telles que présentées dans le rapport F-19-2021, portant sur les augmentations de frais d'usagers des services d'eau et des égouts.

Adoptée

7.2.2 Rapport F-20-2021

Budget 2022

Résolution : 644-2021

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les recommandations telles que présentées dans le rapport F-20-2021, approuvant ainsi l'augmentation du taux d'impôt foncier de 2%;

Qu'il soit aussi résolu que le budget 2022 soit présenté au Conseil lors de la réunion du 13 décembre 2021.

Adoptée

7.2.3 Rapport F-21-2021

Dépense pour les panneaux solaires

Résolution : 645-2021

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les recommandations telles que présentés dans le rapport F-21-2021, approuvant ainsi l'achat de deux onduleurs pour les panneaux solaires à Fournier à un coût de 12 198,41 \$.

Adoptée

7.3 Carol Ann Scott, Coordinatrice de la récréation

7.3.1 Rapport RE-24-2021

Ébauche politique infrastructure des parcs

Résolution : 646-2021

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil accuse réception du rapport RE-24-2021, portant sur l'ébauche de la politique sur les infrastructures des parcs, numéro REC-2021-02;

Qu'il soit aussi résolu que la Coordinatrice de la récréation présente une nouvelle ébauche de ladite politique suivant les commentaires des membres du Conseil à une réunion ultérieure.

Adoptée

7.4 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

7.4.1 Rapport ENV-08-2021

Augmentation des frais des sites d'enfouissement

Résolution : 647-2021

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les recommandations telles que présentées dans le rapport EV-08-2021, afin que les sites d'enfouissement municipaux soient fermés le 24, 25 et 31 décembre 2021 ainsi que le 1^{er} janvier 2022.

Adoptée

7.4.2 Rapport ENV-09-2021

Proposition d'achat d'équipement

Résolution : 648-2021

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les recommandations telles que présentées dans le rapport ENV-09-2021, portant sur l'achat d'un moulin à herbe au coût de 3 200 \$.

Adoptée

7.4.3 Rapport BLD-02-2021

Remboursement, covid-19

Résolution : 649-2021

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que les permis de constructions énumérés dans la note de service BLD-02-2021 soient exemptés de la section 2 de la cédule B du règlement 85-2005 (Règlement de permis de construction).

Adoptée

7.5 Mario Hautcoeur, Gérant des ordonnances municipales

7.5.1 Rapport BL-06-2021

Demande de dérogation pour clôture de fil barbelé

Centre de distribution

Résolution : 650-2021

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les recommandations telles que présentées dans le rapport BL-06-2021, approuvant ainsi l'exemption aux règlements 134-2012 et 113-2012 et permettant au centre de distribution d'ériger une clôture en fil de fer barbelé autour de leur propriété.

Adoptée

7.5.2 Rapport BL-07-2021

Programme de médailles de chien

Résolution : 651-2021

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les recommandations telles que présentées dans le rapport BL-07-2021, afin d'abolir le programme de médailles de chien en 2022.

Adoptée

7.6 Todd Bayly, Chef du service du bâtiment

7.6.1 Statistiques des permis de construire d'octobre

Résolution : 652-2021

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le rapport portant sur les statistiques des permis de construction pour octobre 2021.

Adoptée

7.7 Leroux Consulting, Surintendant de drainage

7.7.1 Rapport 2021-1104

Tâches du Surintendant de drainage, novembre 2021

Résolution : 653-2021

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le rapport mensuel 2021-1104 présenté par Leroux Consultant, le Surintendant de drainage pour novembre 2021.

Adoptée

7.7.2 Rapport DRAINAGE-05-2021

Demande d'entretien de drain municipal, « Mainville »

7.7.3 Rapport DRAINAGE-07-2021

Demande d'entretien de drain municipal, « Leonide Bourgeois »

Résolution : 654-2021

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que sous l'article 74 de la loi sur le drainage la demande de Luc Mainville pour un entretien au drain municipal connu sous le nom Mainville dans l'ancien canton de Calédonia soit approuvée par le Conseil.

Qu'il soit aussi résolu que sous l'article 74 de la loi sur le drainage la demande de Raymond Legault pour un entretien au drain municipal connu sous le nom Léonide Bourgeois dans l'ancien canton de Cambridge soit approuvée par le Conseil.

Adoptée

8. Avis de motions proposées

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

10.1 Programme des candidats des municipalités, 16h00

Caroline Arcand, Centre de services à l'emploi

Résolution : 641-2021

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Francis Brière

Attendu que le Programme des candidats des municipalités (PCM) offert par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) vise la venue d'un nombre important d'immigrants économiques en zone rurale au Canada, pour y combler des postes spécifiques.

Attendu qu'un Comité directeur a été créé au sein de la communauté par le Centre de services à l'emploi de Prescott-Russell en vue du PCM;

Qu'il soit résolu que le Conseil de la municipalité de La Nation endosse le plan entamé par le Comité Directeur, afin que le Centre de services à l'Emploi de Prescott-Russell réponde, au nom du collectif, à l'éventuel appel de proposition de IRCC, dans le cadre du Programme des Candidats des Municipalités.

Adoptée

~~10.2 Stephany Drisdoll et Millissa Ryan, 16h30~~

~~Vitesse zone d'école, route 500 ouest~~

11. Demandes au comité de division de terrains de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 134-2021

~~Pour modifier les règlements 4-2015 et 138-2015~~

~~Frais des sites d'enfouissement~~

12.2 Règlement 136-2021

Drain municipal Richard Lafrance

Résolution : 655-2021

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le règlement n° 136-2021, étant un règlement portant sur le drain municipal Richard Lafrance, soit lu et adopté en première, deuxième et troisième lecture.

Adoptée

12.3 Règlement 137-2021

Drain municipal Rolland Martel

Résolution : 656-2021

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le règlement n° 137-2021, étant un règlement portant sur le drain municipal Rolland Martel, soit lu et adopté en première, deuxième et troisième lecture.

Adoptée

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 657-2021

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les comptes payables jusqu'au 15 décembre 2021.

Pièce justificative 23 : 3 843 239,88 \$

Adoptée

14. Autres

14.1 Demandes de dons

14.1.1 Pompiers de caserne 200 (St-Bernardin)

Résolution : 658-2021

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 900 \$ au pompiers de la caserne 200 pour leur carnaval d'hiver, 125 \$ provenant du compte de don du maire et 775 \$ provenant du compte de don quartier 1.

Adoptée

14.1.2 Chevaliers de Colomb St-Albert

Résolution : 659-2021

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 500 \$ aux Chevaliers de Colomb St-Albert pour la décoration d'un sapin extérieur, 125 \$ provenant du compte de don du maire et 375 \$ provenant du compte de don quartier 3.

Adoptée

14.1.3 Projet « life saver »

Résolution : 660-2021

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 1 070 \$ au Projet « Lifesaver », 400 \$ provenant du compte de don des CUPR, 300 \$ provenant du compte de don quartier 1, 300 \$ provenant du compte de don quartier 2, 70 \$ provenant du compte de don quartier 4.

Adoptée

15. Rapports mensuels divers

15.1 Bureau de santé de l'est de l'Ontario, Avis des flambées

16. Correspondance

16.1 AMO, infolettres et Entente sur les relations municipales autochtones

16.2 Comité consultatif St-Bernardin, lettre de remerciement

16.3 Ministère de l'Infrastructure, Loi sur la réalisation accélérée de projets d'Internet à haut débit, directives et règlements

16.4 Ville de Georgina, Emballage en plastique

16.5 Canton d'Adelaide Metcalfe, Remplacement des ponts et ponceaux

16.6 Canton d'Amaranth, Évaluations de MPAC

16.7 Canton de Champlain, demande de nouvelle Autorisation environnementale' Colacem

Résolution : 661-2021

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour du 6 décembre 2021 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

17.1 Réunion de conseil ordinaire, 13 décembre 2021

18. Huis clos

Session à huis clos

Résolution : 662-2021

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **17h42** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la *Loi municipale 2001* :

Section 239 (2)

(b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée;

(h) des renseignements explicitement communiqués à titre confidentiel à la municipalité ou un conseil local par le Canada, une province, un territoire ou un organisme de la Couronne de l'un d'eux.

Adoptée

Réouverture de l'assemblée

Résolution : 663-2021

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **17h56**.

Adoptée

18.1 Nadia Knebel, Directrice des finances

Rapport F-18-2021, demande d'annuler des frais d'intérêt

Section 239 (2) (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée

Résolution : 664-2021

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présenté dans le rapport F-18-2021, soumis en huis clos le 6 décembre 2021.

Adoptée

18.2 Josée Brizard, DG-Greffière

Entente

Section 239 (2) (h) des renseignements explicitement communiqués à titre confidentiel à la municipalité ou au conseil local par le Canada, une province, un territoire ou un organisme de la Couronne de l'un d'eux

Résolution : 665-2021

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil autorise le Maire et la DG-Greffière à signer l'entente pour les Fonds canadien de revitalisation des communautés telle que présentée en huis clos afin de respecter la demande de confidentialité du Gouvernement fédéral.

Adoptée

19 Confirmation de règlement

Résolution : 666-2021

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le règlement no 138-2021, pour confirmer les procédures du Conseil a sa réunion ordinaire du 6 décembre 2021, soit lu et adopté en première, deuxième et troisième lecture.

Adoptée

20. Ajournement

Résolution : 667-2021

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **17h58**.

Adoptée



The Corporation of The Nation Municipality

Accessibility Advisory Committee

Minutes

Meeting Number: 2020-01

Type: Committee

Date: December 9, 2020

Time: 3:00 p.m.

Location: Zoom

Prepared by: Aimée Roy, Deputy Clerk

Presence:

Aimée Roy

Alain Laflèche

Danik Forgues

Jacinthe Major

Josée Brizard

Marc Léveillé

1. Welcome

2. Review of the minutes of last meeting held September 23, 2020 (Danik Forgues)

- Received. No questions or comments.

3. Update: renovations to the Fournier satellite office – Annex A (Josée Brizard)

- Renovations made to the office in Fournier were completed. Photos in annexe of the agenda. No questions or comments.

4. Parks and Recreation Master Plan (Josée Brizard)

4.1 Update on the Parks and Recreation Master Plan

- The Parks and Recreation Master Plan was adopted this summer;
- The Gazebo in St-Bernardin was demolished due to serious safety concerns;
- Community contributions will be important to move forward with future plans;

4.2 Evaluation of the community centres according to the standards set under the

[Accessibility for Ontarians with Disabilities Act, 2005](#) (Josée Brizard)

- All of our community centres will be evaluated against the AODA (Accessibility for Ontarians with Disabilities Act) standards. We should have the final reports by Spring 2021. Council will have to look at the recommendations to decide what actions to take. We should have an appointment after the reports are approved by Council to look at the recommendations and highlight those we feel are important.

- No further questions or comments.

4.3 New project: St-Albert dock (Danik Forgues & Josée Brizard)

- In Spring 2021, a new dock will be installed in St-Albert that is accessible; we are looking at grants (from the United Counties of Prescott and Russell and community support);
- The actual dock was sold to a neighbour (recycled and reused);
- New accessible dock will cost around \$11,000.00 and we collected \$10,000.00. The UCPR grant is annual, so we want to apply for more money to build a picnic area up the hill with a table that is accessible on a cement slab. Maybe we want to install swings in the future as well.
- No further comments or questions.

4.4 Sports Complex in Limoges (Josée Brizard)

- Monday, December 14, 2020: our architects will present the project to Council. The role of this committee will be to give recommendations regarding the new installations and the project. The report will be presented live streamed on YouTube.
- No further questions or comments.

5. Request for proposals: municipal website redesign according to the [WCAG 2.0 AA](#) standards (Aimée Roy & Marc Léveillé)

- Aimée Roy and Marc Léveillé will work on a Request for Proposals for a website redesign, in order to comply with the new AODA web content standards that will come into effect in 2021.

6. Other

- None

7. Next meeting date

- We will aim for two weeks after the publication of the AODA building reports.

Annex A













The Corporation of The Nation Municipality

Accessibility Advisory Committee

Minutes

Meeting Number: 2021-01

Type: Committee

Date: May 5, 2021

Time: 3:30 p.m.

Location: Zoom

Prepared by: Aimée Roy, Deputy Clerk

Presence:

Lyne Cadieux

Aimée Roy

Jacinthe Major

Josée Brizard – president by interim

Alain Laflèche

Danik Forgues - absent

1. Welcome

2. Review of the minutes of last meeting held December 9, 2020

3. Update: The Nation Sports Complex, Carol Ann Scott

- We have to consult the accessibility committee for their comments;
- Carol Ann Scott went through the presentation, as presented to Council;

4. Update: Website Redesign (Aimée Roy)

- Aimée Roy went over the RFP process for the website redesign, and the goal of the project, considering the AODA standards – WCAG 2.0 AA.

5. Other

- None

6. Next meeting date

- September 2, 2021 15h30



Conseil d'administration de la Bibliothèque Publique de la Municipalité de La Nation

Procès-verbal

Réunion ordinaire

Le jeudi le 4 novembre, 2021 à 19h

Téléconférence

Présences : France Lamoureux, présidente
Suzanne Leblanc, membre
Pierrette Lavergne, membre
Chantal Normand, membre
Yvon Quesnel, membre
Jeanne Leroux, directrice générale

Regret / Regrets : Danik Forgues, conseiller municipal
Joanne Côté-Pilon, membr

1. Mot de la présidente

La présidente déclare la réunion ouverte à 19 heures

2. Modifications à l'ordre du jour

Aucun

3. Adoption de l'ordre du jour

Proposé par : Chantal Normand

Secondé par : Pierrette Lavergne

4. Conflits d'intérêts

Il n'y avait aucun conflit.

5. Adoption du procès-verbal du 14 octobre, 2021

Proposé par : Suzanne Leblanc

Secondé par : Chantal Normand

6. Questions découlant du procès-verbal du 14 octobre, 2021

En réponse à la question demandée par rapport au coût de location du Centre communautaire de Limoges : Nous n'avons pas encore reçu la facture pour 2021, mais espérons la recevoir par décembre. En 2020, à cause de la pandémie, nous avons eu un crédit.

7. Affaires découlant des réunions précédentes

Aucun

8. Rapport de la directrice générale

Réalisations
Réunions importantes
Ateliers et congrès
Voir rapport en annexe

12. Rapport financier

Que le rapport financier du 31 octobre, 2021 soit adopté tel que reçu

Proposée par : Chantal Normand

Appuyée par : Pierrette Lavergne

13. Date de la prochaine réunion et souper annuel

Étant donné la pandémie qui persiste, les membres se sont entendus pour faire sensiblement la même chose que l'an dernier. Suzanne et Jeanne feront l'achat de boîte "spéciale Noël" de nourriture pour les employées de chacune des succursales des bibliothèques de La Nation et les membres du conseil.

14. Correspondance

Aucun

15. Prochaine réunion

**Jeudi le 9 décembre , 2021 à 19 heures par
téléconférence.**

15. Levée de l'assemblée

L'assemblée s'est terminée à 19h40

Proposée par : Yvon Quesnel

Appuyée par : Suzanne Leblanc



Bibliothèque Publique de la Municipalité de La Nation

Rapport de la directrice générale

Octobre 2021

Réalisations

Résumé des ouvertures et fermetures : Voici une mise à jour de la situation à Limoges discuté lors de la dernière réunion. La succursale Limoges est maintenant desservie par le service de cueillette en bordure de rue pour une période indéterminée. La cueillette se fait les mercredis entre 15 à 19 heures et les samedis entre 10 à 13 heures. Nous avons d'ailleurs reçu beaucoup de commentaires négatif à cet effet.

Ressources humaines : Étant donné la situation unique de la succursale de Limoges, les heures des nouvelles employées qui y travaillent ont dû être révisées. Il y a eu beaucoup de papier d'administration concernant l'embauche des employé(e)s vu la création du Département des ressources humaines. Nous avons aussi fait beaucoup de formation pour les nouveaux/nouvelles employé(e)s à Limoges et à St Albert.

Budget 2022 : La première ébauche du budget 2022 a été présentée au Conseil municipal le jeudi le 21 octobre. Des révisions ont été apportés mardi le 26 octobre en discussion avec la trésorière, la nouvelle directrice des finances et la greffière. La seconde ébauche sera disponible bientôt. L'introduction d'une (1) imprimante 3D dans chaque succursale pour permettre intégration de la technologie dans les activités des enfants a été très bien reçu par le Conseil. Les fonds vont provenir de la Réserve et des frais de développement. Une discussion a aussi eu lieu sur le rapport sur le "Service Internet pour la clientèle / Guest Internet". Ce rapport a déjà été présenté au Conseil municipal en 2021. Les activités seront rapportés en 2022 puisque l'équipement nécessaire est en pénurie.

Succursale St Isidore :

- La courtepointe qui raconte l'histoire de La Nation de fil en aiguille qui était en exposition dans la salle du Conseil à la municipalité a été transporté jeudi le 28 octobre à la bibliothèque de St Isidore et est présentement en exposition. Merci à Sydney et Sylvain de Récréation pour le transport et l'installation. Merci à Marie-Noëlle Lanthier pour l'initiative.

- Des problèmes opérationnels avec le défibrillateur sur les lieux ont créer des ennuis. Une fois que l'identification du problème as été faite, la situation as été résolue rapidement.



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: ENV-01-2022

Sujet : Vente du camion GMC Sierra 2009

Préparé par : Daniel R. Desforges, Gérant des Infrastructures Environnementales

Révisé par : Guylain Laflèche, MCIP RPP, Urbaniste

Date de la réunion : 10 janvier 2022

Contexte

Vente d'une camionnette GMC Sierra 2009.

Rapport

Le département de l'environnement est allé en appel d'offre afin de vendre une camionnette GMC Sierra 2009. La date de clôture était le jeudi 23 décembre 2021 à 11h00. Le prix de base demander était de 7,000 \$

Nous avons reçu trois offres.

HEURE ET DATE DE RÉCEPTION	NOM	OFFRE - \$
14 décembre 2021, 11h26		2,542.50 \$ + taxe
14 décembre 2021, 15h42	Léo Sarault & Fils	4,520.00 \$ + taxe
22 décembre 2021, 11h49		3,446.50 \$ + taxe

Nous avons supprimé les noms du tableau afin de ne pas divulguer les informations personnelles des autres offres.

Recommandation

Notre recommandation est que la camionnette GMC Sierra 2009 soit vendue telle quelle et sans garantie à Léo Sarault & Fils pour la somme de 4,520.00 \$ plus taxes.



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: WS-01-2022

Sujet : Achat d'un nouveau Véhicule Utilitaire Sport 4X4 (VUS)

Préparé par : Doug Renaud, Directeur de l'eau et des eaux usées

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale

Date de la réunion : 7 janvier 2022

Contexte

Achat d'un nouveau Véhicule Utilitaire Sport (VUS)

Rapport

Le département des travaux publics – Eau et eaux usées a publié un appel d'offres sur la plateforme des soumissions et des appels d'offres et a annoncé sur notre site Internet municipal que nous recevions des propositions pour l'achat d'un nouveau Véhicule Utilitaire Sport (VUS). La date limite de soumission du contrat no. WS 20-2021 s'est clôturée le 7 janvier 2021.

Nous avons reçu une (1) soumission:

Soumissionnaire	OFFRE \$\$ (TVH incluse)
Laplante Chevrolet Buick GMC Casselman, ON	\$30 941,82

Liens aux priorités

n/a

Considérations financières

Le montant budgété en 2022 pour le véhicule était de 32,640.00\$.

Recommandation

Le département recommande d'acheter le nouveau Chevrolet Equinox 2022 (VUS) de Laplante Chevrolet Buick Gmc pour la somme de 30 941,82\$, TVH incluse.



Rapport au Conseil

Numéro de Rapport: FD-01-2022

Sujet: Choix firme d'architecte-ingénieur

Préparé par: Richard Groulx Chef Pompier

Date de la réunion: le 10 janvier 2022

Contexte

Une demande d'intérêt pour l'élaboration de plans et devis pour la construction d'une nouvelle caserne satellite afin de remplacer la caserne de St-Albert et voir à la faisabilité de rénover la caserne de St-Isidore. Le tout fut affiché sur le site Bid and Tender de la Municipalité. Plusieurs firmes ont démontrées de l'intérêt pour les projets lors de la visite de la caserne St-Isidore. De ces firmes, 2 ont déposés une proposition de service.

Rapport

La firme IDEA (Integrated Design Engineering Architecture) ainsi que la firme J.L. Richards Engineers-Architects-Planners nous ont soumis une proposition technique. Afin d'évaluer ces propositions, un panel de trois personnes fut mandaté afin d'étudier les rapports. MM. Doug Renaud, Directeur du service Eau et Égout, Richard J. Groulx Directeur du Service Incendie, et Hassan Jan ingénieur conseil de la firme CIMA.

Différents critères furent évalués allant de l'expérience des firmes, les membres de l'équipe dédié au projet, l'approche et méthodes de travail de l'équipe.

Cette évaluation a été faite avant d'ouvrir la partie financière des propositions, qui a été fait après le calcul des points.

Du coté monétaire, la firme IDEA nous a soumis une proposition de 61,545.00 \$

La firme J.L.Richards nous a soumis une proposition de 99,000.00 \$

Sachant que le plan stratégique du service incendie qui est en cour stipule que nous devons construire la caserne St-Albert devenue désuète, rénover (si faisable) ou construire la caserne St-Isidore, la confection de plans et devis permettra aux décideurs d'avoir une idée concise et juste des couts engendrés par cette démarche, et mettre en branle une partie du plan stratégique

Considérations Financière

Les fonds pour cette analyse proviendraient des réserves du service d'incendies

Recommandation

Je recommande au conseil d'embauche la firme IDEA pour l'élaboration des plans et devis de construction et rénovation des casernes St-Albert et St-Isidore.



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport : EC-01-2022

Sujet : Proposition d'installation d'une tour de communication Rogers au 1799 chemin de comté 16 à Lemieux

Préparé par : Benjamin Bercier, Gestionnaire du développement économique et touristique,

Révisé par : Guylain Laflèche, Urbaniste

Date de la réunion : 10 janvier 2022

Contexte

L'entreprise de télécommunication Rogers demande si la municipalité est satisfaite du processus de consultation visant l'installation d'une nouvelle tour de communication et n'exprime aucun commentaire ni inquiétude pour l'installation au 1799 chemin de comté 16 16 à Lemieux.

Rapport

- Rogers a fourni la trousse de notification aux six propriétaires fonciers dans le rayon requis de 274,5 m de l'installation proposée. L'avis a été émis par courrier ordinaire le 1er novembre 2021. L'avis décrivait la proposition et invitait les propriétaires à faire part de leurs commentaires par courrier, courrier électronique ou téléphone avant le 4 décembre 2021.
- Une annonce dans le journal a également été publiée dans l'édition du 3 novembre 2021 du Reflet informant le public de la proposition et invitant les résidents à faire part de leurs commentaires dans les 30 jours suivant l'avis.
- Aucun commentaire n'a été reçu.

Le service de développement économique et touristique de La Nation en appui au service d'urbanisme recommande la signature de la lettre d'appui demandé par Rogers.

Liens aux priorités

Il est mentionné dans le plan stratégique en développement économique et touristique 2021-2024 de La Nation.

1,2 K	Influencer les acteurs-clés (gouvernements, partenaires) afin de faire avancer des dossiers sensibles touchant le développement économique de La Nation (ex : l'accès au gaz, électricité, Internet) ;
1,3	Favoriser le développement d'infrastructures contribuant au maintien et à l'attraction de petites et moyennes entreprises.

Considérations financières

Aucune

Recommandation

Qu'il soit résolu que le conseil autorise la directrice générale/greffière de signer la lettre de Rogers : C8675 County Road 16 @ Lemieux pour l'érection d'une tour de communication d'une hauteur de 90 m.

Pièces jointes

Annexe 1 : carte démontrant l'emplacement proposé de la tour.



Notice of Proposed Wireless Site: C8675 County Road 16 @ Lemieux

Facility Proposal:

Location and Site Context

Rogers Communications Inc. (Rogers) is proposing a new 90m guyed tower telecommunications facility and an ancillary equipment structure surrounded by chainlink fencing, to be located at **1799 County Rd. 16, Casselman**.

The coordinates for this facility are: 45.411843, -75.056435

Proposed Facility Map

Due to increased demand for improved wireless service, it is necessary to improve wireless coverage across the community. The site selected, shown on the below map, fits the necessary criteria to maximize and improve network coverage for wireless users in the area.





Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: RH-01-2022

Sujet : Gestion des ressources humaines, solutions d'affaire avec MPex

Préparé par : Chantal Lauzon, Généraliste en ressources humaines

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale/Greffière

Date de la réunion : 10 janvier 2022

Contexte :

Ce rapport fait suite au nouveau logiciel pour le département des ressources humaines avec la compagnie MPex qui a été discuté durant les délibérations budgétaire 2022. J'ai fait plusieurs recherches pour acquérir un bon système de gestion. J'ai consulté les Comté Unis et quelques municipalités qui utilisent présentement ce logiciel de MPex. Ces municipalités sont très satisfaites avec ce logiciel et de plus ceci répond très bien à nos besoins.

Rapport :

Gestion des ressources humaines

MX-HR Manager est conçu de façon à vous aider à organiser, combler et payer votre main-d'œuvre. Avec des capacités de libre-service moderne et intuitive, les utilisateurs et administrateurs peuvent tous obtenir l'information dont ils ont besoin sur leurs emplois et compagnie.

- Gestion de l'évaluation de la performance des employés
- Gestion des notes disciplinaires dans le dossier
- Gestion des compétences des employés
- Gestion de l'ancienneté
- Gestion des périodes d'essai
- Modifications et suivi des profils d'employés
- Gestion des absences
- Gestion des échelles de salaire
- Saisie de salaires et suivi automatisés
- Gestion des banques de temps
- Gestion des vacances
- Gestion des accidents de travail
- Gestion des programmes de formation
- Gestion de la dotation et de l'affectation de personnel
- Gestion de la scolarité

Bénéfices du MX-HR Manager

- Accès à une banque de données centrale pour les employés et la direction
- Procédés internes automatisés entraînant une productivité accrue
- Gain de temps grâce au libre-service internet ou intranet pour employés
- Outil de gestion fiable, efficace et facile d'utilisation
- Accès en tout temps aux rapports en temps réel
- Un logiciel à paramètres totalement définissables qui vous garantit une meilleure automatisation des procédés sans intervention humaine

Liens aux priorités :

Non applicable

Considérations financières :

Pour ce logiciel/ licence le budget avait été accordé à \$15 000.00 et la facture s'élève à \$18 395.00, ce montant inclus le transfert de nos données et la formation qui sera une fois facturé. Dans le futur, cette licence d'utilisation ne sera que de \$6 390.00 par année. La gestion des pompiers volontaires serait sans frais de la part de MPex pour toute la durée du contrat.

Ce montant est dans le budget N-2005-8053-7500

Recommandation

Qu'il soit résolu que le conseil approuve l'achat du logiciel de MPex pour la gérance des dossiers des ressources humaines a un coût de \$18 395.00 avant taxes.



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: Drainage 01-2022

Sujet : Drain municipal Adam

Préparé par : Joanne Bougie-Normand, assistante du directeur des Travaux publics

Révisé par : Éric Leroux, surintendant de drainage

Date de la réunion : Le 10 janvier 2022

Contexte

Ce drain municipal Adam a été discuté à huis clos.

Rapport

Le Conseil a donné une directive suivant le rapport daté le 27 octobre 2021 présenté un huis clos le 8 novembre 2021.

Considérations financières

S/O

Recommandation

Que le conseil municipal approuve selon l'article 78 sur le drainage de l'Ontario 1990, Chapitre D.17 tel que modifié d'embaucher la firme Shade Group Inc. pour préparer selon l'estimation du 22 novembre 2021 pour modifier l'esquisse, le plan et le profil existants du drain municipal Adam, faisant partie du rapport original de l'ingénieur des drains municipaux Demers-Cayer-Adam et Quirouette adopté en vertu du règlement 92-78 daté le 14 juillet 1978 pour une amélioration; à rédiger un nouveau plan, un profil avec de nouvelles élévations, d'examiner le bassin versant à évaluer, le déplacement entre la station 0+00 et la station 25+30 sur le lot 14, concession 8 et mettre à jour la cédule d'évaluation et bassin versant du drain Quirouette, étant affecté par les changements apportés au bassin versant du drain municipal Adam situé dans l'ancien canton de Cambridge.

Pièces jointes

Article 78 de la Loi sur le drainage

Carte des drains municipaux - secteur ouest



Report to Council

Report Number: Drainage 01-2022

Subject: Adam Municipal Drain

Prepared by: Joanne Bougie-Normand, Assistant to Public Works Director

Revised by: Éric Leroux Drainage Superintendent

Date of the meeting: January 10, 2022

Context

The Adam Municipal Drain has been discussed in closed session.

Report

Council gave its directive following the report dated October 27, 2021 presented in closed session on November 8, 2021.

Financial Considerations

N/A

Recommendation

That the Municipal Council approves pursuant to section 78 of the Drainage Act 1990, D.17 as amended to appoint Shade Group Inc. to prepare a final engineer's report as per the proposal dated November 22, 2021 to amend the existing scheme, plan & profile of the Adam Municipal Drain, being part of the Demers-Cayer-Adam and Quirouette original municipal drain engineer's report passed under By-law 92-78 on July-14th 1978, for an improvement. To draft a new plan, profile with new elevations, to review the watershed to be assessed, the relocation between station 0+00 to station 25+30 on Lot 14, concession 8, and to also update the Quirouette Municipal Drain schedule of assessment and watershed, being affected by the changes to the Adam drain watershed in the former Township of Cambridge.

Attachments:

Copy of section 78 of the Drainage Act

Map of municipal drains – West Sector

a petition of those parties eligible to sign a petition under section 4.

Moving
drainage
works off
road

(2) Where any road authority desires to relocate a drainage works or part thereof that is on or adjacent to a road under its jurisdiction, upon the report of an engineer appointed by the municipality whose duty it is to maintain and repair the drainage works that the drainage works or part thereof can be moved to a specified new location without impairing the capacity or efficiency of such drainage works or adversely affecting any person or property, the council of a local municipality may authorize such relocation within the boundaries of the municipality at the expense of the road authority.

(3) Where the relocation of a drainage works or part thereof referred to in subsection (2) is to be effected within the lands under the jurisdiction of the road authority, the engineer may prepare a written opinion instead of a report. R.S.O. 1990, c. D.17, s. 77.

Improving,
upon exam-
ination and
report of
engineer

78. (1) Where, for the better use, maintenance or repair of any drainage works constructed under a by-law passed under this Act or any predecessor of this Act, or of lands or roads, it is considered expedient to change the course of the drainage works, or to make a new outlet for the whole or any part of the drainage works, or to construct a tile drain under the bed of the whole or any part of the drainage works as ancillary thereto, or to construct, reconstruct or extend embankments, walls, dykes, dams, reservoirs, bridges, pumping stations and other protective works as ancillary to the drainage works, or to otherwise improve, extend to an outlet or alter the drainage works or to cover the whole or any part of it, or to consolidate two or more drainage works, the council of any municipality whose duty it is to maintain and repair the drainage works or any part thereof may, without the petition required in section 4 but on the report of an engineer appointed by it, undertake and complete the drainage works as set forth in such report.

Notice to
conservation
authority

(2) An engineer shall not be appointed under subsection (1) until thirty days after a notice advising of the proposed drainage works has been sent by prepaid mail to the secretary-treasurer of each conservation authority that has jurisdiction over any of the lands that would be affected.

coût initial des installations de drainage, une fois l'autorisation reçue selon les conditions requises au sujet de la pétition qui est faite par les parties habiles à la signer en vertu de l'article 4.

(2) Si, à la suite d'un rapport fait par l'ingénieur désigné par la municipalité responsable de l'entretien et de la réparation d'installations de drainage, il s'avère possible de déplacer, à la demande d'un office de voirie, tout ou partie d'installations de drainage situées sur un chemin relevant de sa compétence ou adjacent à un tel chemin, à un nouvel emplacement donné sans pour autant que cela diminue la capacité ou l'efficacité de celles-ci ou sans léser quiconque ou porter atteinte à des biens-fonds, le conseil de la municipalité locale peut autoriser ce déplacement dans les limites de son territoire aux frais de l'office de la voirie.

(3) L'ingénieur peut, si le déplacement de tout ou partie d'installations de drainage visées au paragraphe (2) est destiné à être exécuté sur des biens-fonds qui sont du ressort de l'office de la voirie, présenter une opinion écrite au lieu d'un rapport. L.R.O. 1990, chap. D.17, art. 77.

78. (1) Le conseil d'une municipalité responsable de l'entretien et de la réparation de tout ou partie d'installations de drainage peut, en l'absence de la pétition requise à l'article 4 mais à la suite du rapport de l'ingénieur qu'il a désigné, entreprendre et achever les installations de drainage de la façon énoncée dans ce rapport. Il peut, notamment dans le cas de biens-fonds ou de chemins, s'il l'estime opportun afin d'assurer une meilleure utilisation, de faciliter l'entretien ou la réparation des installations de drainage construites sur ceux-ci en vertu d'un règlement municipal adopté en vertu de la présente loi ou d'une loi que celle-ci remplace, modifier le tracé de ces installations de drainage. Il peut de même, à titre d'ouvrages auxiliaires, construire une nouvelle sortie pour tout ou partie des installations de drainage, poser un drain au moyen de tuyaux sous l'assise de tout ou partie de celles-ci, ou construire, reconstruire ou prolonger des berges, murs, digues, barrages, réservoirs, ponts, stations de pompage et autres ouvrages de protection. Il peut en outre, décider d'améliorer autrement, de prolonger jusqu'à une sortie ou modifier les installations de drainage, ou de couvrir celles-ci intégralement ou en partie ou de grouper deux ou plus de celles-ci.

(2) La désignation de l'ingénieur prévue au paragraphe (1) ne peut être effectuée qu'à l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi, par courrier affranchi, de l'avis du projet d'installations de drainage au secrétaire-trésorier de chaque office de protection de la nature qui a compétence sur les

Déplacement
des installa-
tions de
drainage

Opinion
écrite

Amélioration
sur examen
et rapport de
l'ingénieur

Avis à
l'office de
protection
de la nature

Township of
Canton de
NATION (Cambridge)

FORMERLY TOWNSHIPS OF CAMBRIDGE,
SOUTH PLANTAGENET AND CALEDONIA
AUTREFOIS CANTON DE CAMBRIDGE,
PLANTAGENET SUD ET CALEDONIA

UNITED COUNTIES OF P. & R.
CONTES UNIS DE P. & R.

METRES 0 500 1000 1500 METRES

LEGEND	LEGENDE
COUNTY ROADS	
VOIES DES CONTES	
PROVINCIAL HIGHWAYS	
ROUTES PROVINCIALES	
TOWNSHIP ROADS	
CHEMINS DE CANTON	
UNOPENED ROAD ALLOWANCES	
EMPRISES RESERVEES	
MUNICIPAL DRAINS	
COURS D'EAU MUNICIPAUX	
DRAINAGE AREA	
ZONE DE DRAINAGE	
NATURAL WATER COURSE	
COURS D'EAU NATUREL	
MUTUAL AGREEMENT	
COURS D'EAU / DRAIN	

**MUNICIPAL DRAINS &
MUTUAL AGREEMENT**
**COURS D'EAU MUNICIPAUX &
ACCORD MUTUEL**

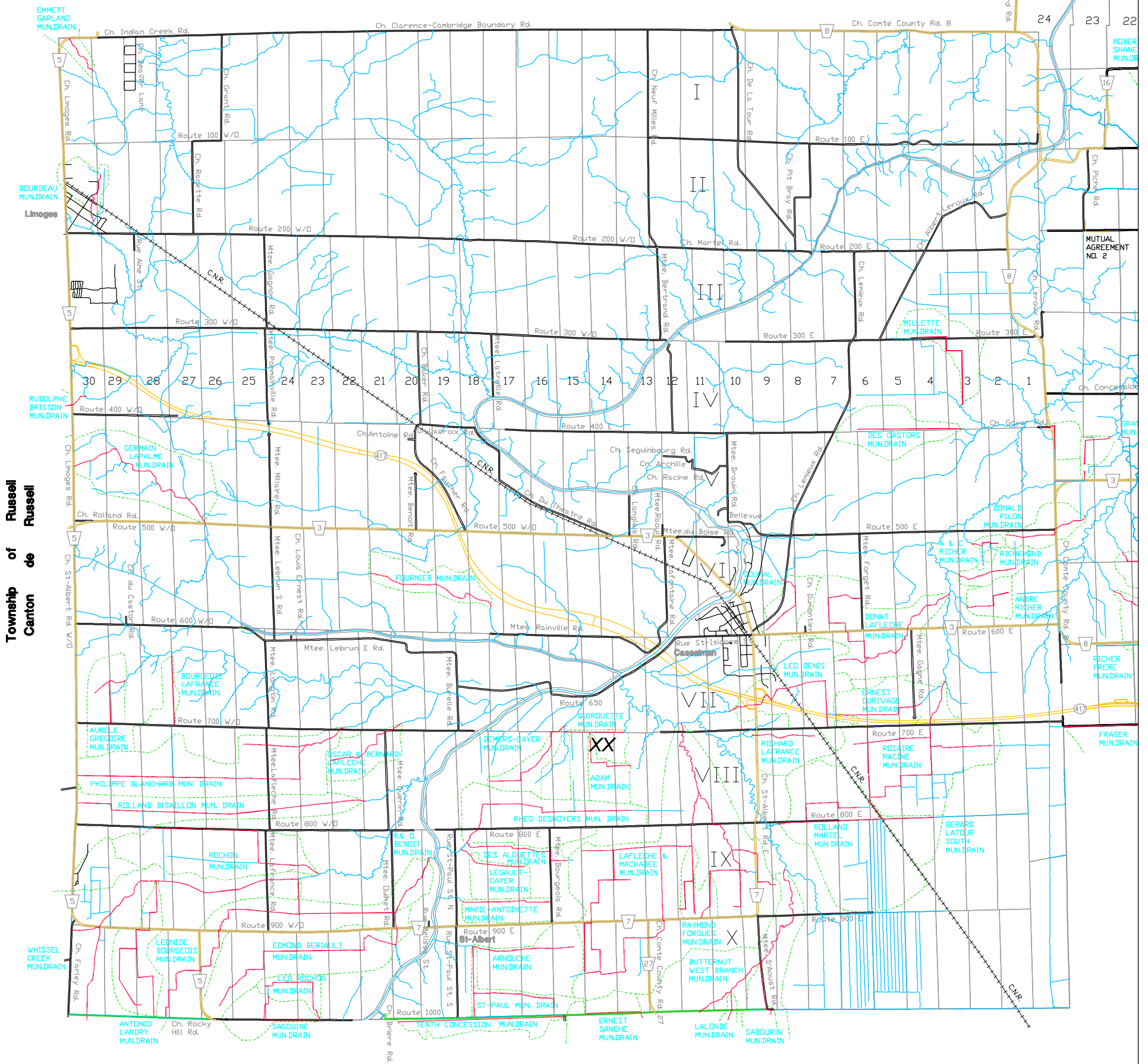
BASE MAP FOR THIS
DRAWING WAS PROVIDED
BY THE SOUTH NATION
CONSERVATION AUTHORITY.

MAI 2008

RAILROAD LOCATION
ARE APPROXIMATE

MAP PREPARED BY:
CARTE PREPARE PAR:

City of Clarence/Rockland (Clarence)
Cité de Clarence/Rockland (Clarence)



Township of North-Stormont (Finch)
Canton de North-Stormont (Finch)

ZONING BY-LAW NO. 1-2022

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lots 29 & 30, Concession 6, former Township of Cambridge
now The Nation Municipality

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselman ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 1-2022

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- Section 1:** The property located on part of Lots 29 & 30, Concession 6 in the former Township of Cambridge, now in The Nation Municipality, County of Russell, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law shall be the property affected by this By-Law.
- Section 2:** Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Agricultural Zone (A)" to "Agricultural Zone Exception (A-X1)", the symbol of the parcel of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.
- Section 3:** All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.
- Section 4:** Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 10th day of January 2022
this 10th day of January 2022

François St. Amour
Mayor

Josee Brizard
Clerk

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 1-2022

La propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est localisées sur une partie des lots 29 & 30, concession 6 de l'ancien canton de Cambridge.

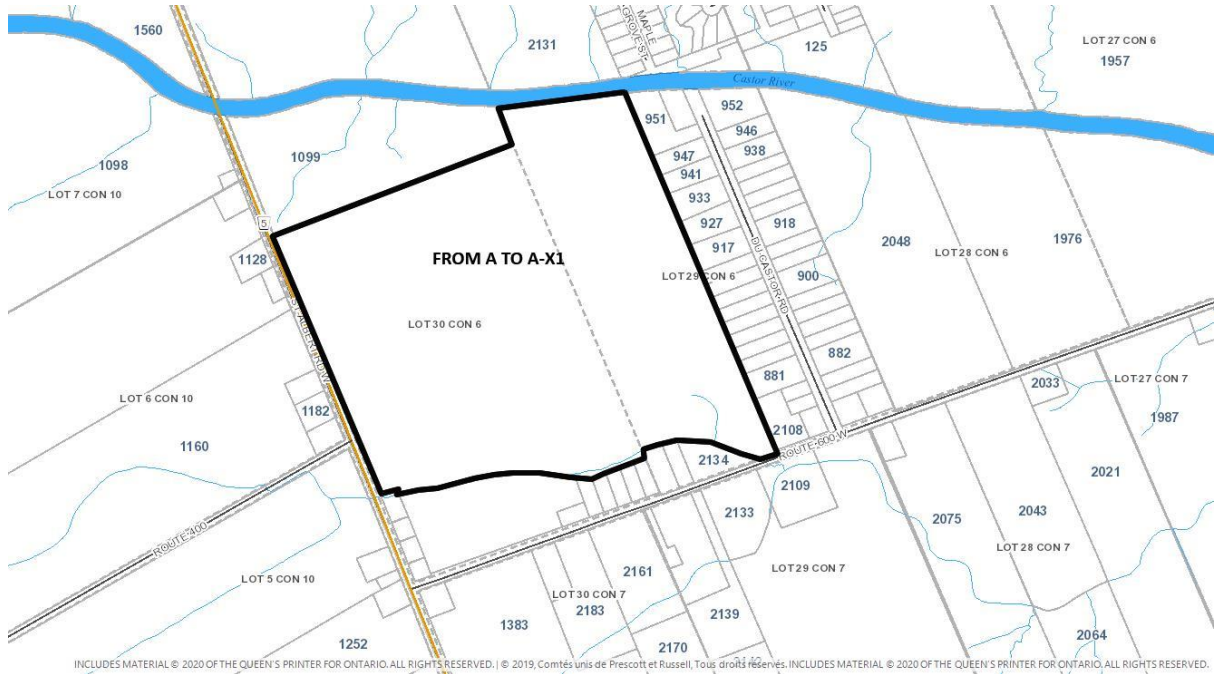
La modification a pour but de modifier la catégorie de zonage de la propriété agricole à (A-X1) afin de retirer les usages résidentiels. Cette modification fait suite à la condition des dossiers de morcellement B-86-2019 & B-87-2019.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law # 1-2022

The property affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 is located on part of lots 29 & 30, Concession 6 of the former Township of Cambridge.

The purpose of the amendment is to modify the zoning category of the agricultural property to (A-X1) in order to withdraw residential uses. This modification is a condition of severance files, B-86-2019 & B-87-2019.



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lots 29 & 30, Concession 6 in the former Township of Cambridge, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 1-2022</p> <p>_____ François St. Amour Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 1-2022 passed the 10th day of January 2022.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselman ON. K0A 1M0</p> <p>_____ Josee Brizard Clerk</p>
---	---

ZONING BY-LAW NO. 2-2022

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lot 2, Concession 3, former Township of Caledonia
now The Nation Municipality

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselman ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 2-2022

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- Section 1:** The property located on part of Lot 2, Concession 3 in the former Township of Caledonia, now in The Nation Municipality, County of Prescott, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law shall be the property affected by this By-Law.
- Section 2:** Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Agricultural Zone (A)" to "Agricultural Zone Exception (A-X1)", the symbol of the parcel of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.
- Section 3:** All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.
- Section 4:** Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 10th day of January 2022
this 10th day of January 2022

François St. Amour
Mayor

Josee Brizard
Clerk

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 2-2022

La propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est localisées sur une partie du lot 2, concession 3 de l'ancien canton de Caledonia.

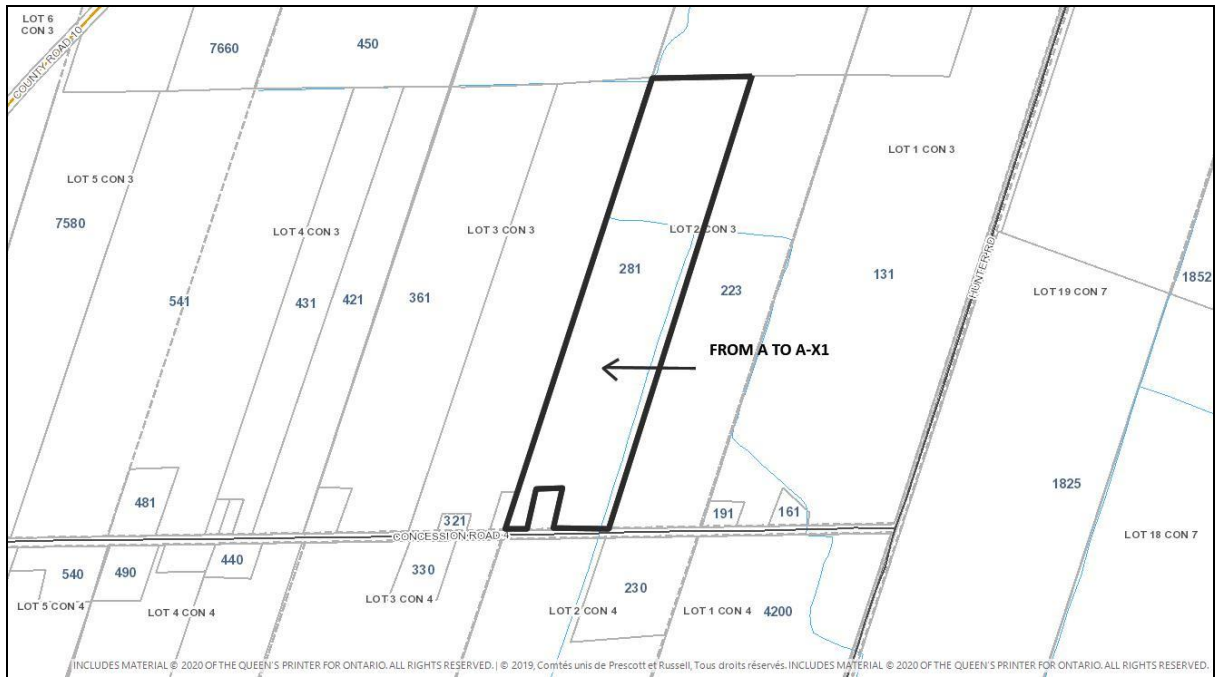
La modification a pour but de modifier la catégorie de zonage de la propriété agricole à (A-X1) afin de retirer les usages résidentiels. Cette modification fait suite à la condition du dossier de morcellement B-4-2021.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law # 2-2022

The property affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 is located on part of lot 2, Concession 3 of the former Township of Caledonia.

The purpose of the amendment is to modify the zoning category of the agricultural property to (A-X1) in order to withdraw residential uses. This modification is a condition of severance file, B-4-2021.



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lot 2, Concession 3 in the former Township of Caledonia, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 2-2022</p> <p>_____ François St. Amour Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 2-2022 passed the 10th day of January 2022.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselman ON. K0A 1M0</p> <p>_____ Josee Brizard Clerk</p>
---	--

ZONING BY-LAW NO. 3-2022

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lots 16 & 17, Concession 19, former Township of South Plantagenet
now The Nation Municipality

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselton ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 3-2022

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- Section 1:** The property located on part of Lots 16 & 17, Concession 19 in the former Township of South Plantagenet, now in The Nation Municipality, County of Prescott, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law shall be the property affected by this By-Law.
- Section 2:** Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Agricultural Zone (A)" to "Agricultural Zone Exception (A-X1)", the symbol of the parcel of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.
- Section 3:** All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.
- Section 4:** Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 10th day of January 2022
this 10th day of January 2022

**François St. Amour
Mayor**

**Josee Brizard
Clerk**

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 3-2022

La propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est localisées sur une partie des lots 16 & 17, concession 19 de l'ancien canton de Plantagenet Sud.

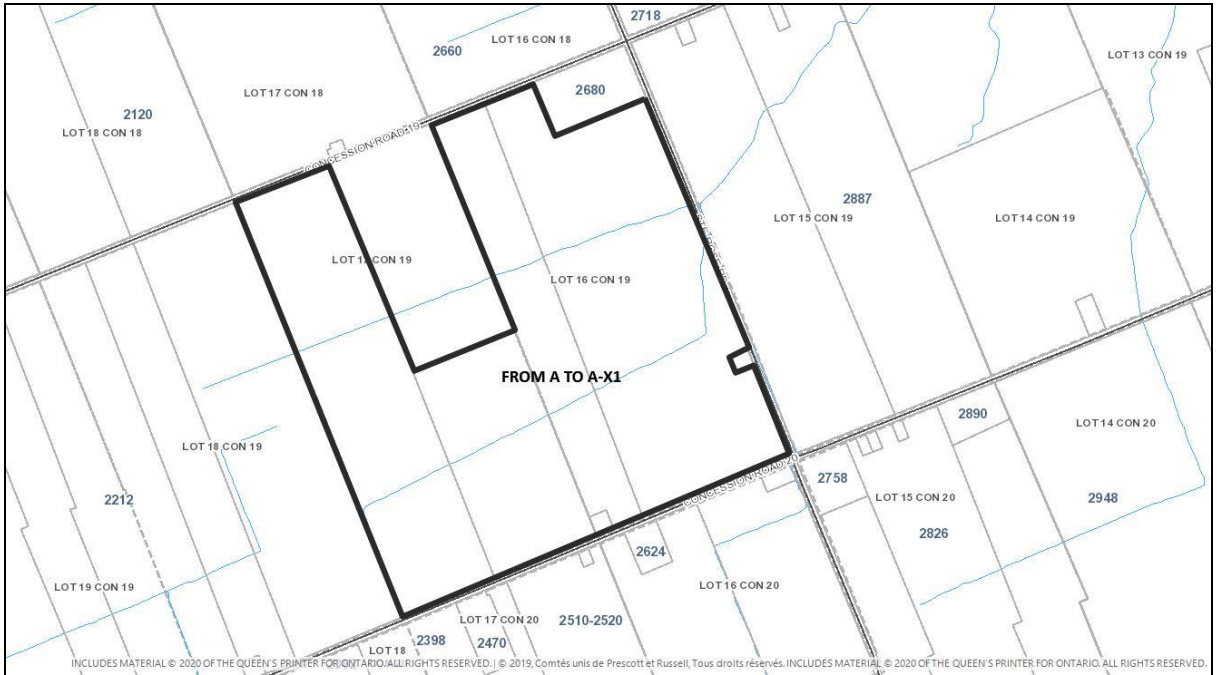
La modification a pour but de modifier la catégorie de zonage de la propriété agricole à (A-X1) afin de retirer les usages résidentiels. Cette modification fait suite à la condition du dossier de morcellement B-82-2020.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law # 3-2022

The property affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 is located on part of lots 16 & 17, Concession 19 of the former Township of South Plantagenet.

The purpose of the amendment is to modify the zoning category of the agricultural property to (A-X1) in order to withdraw residential uses. This modification is a condition of severance file, B-82-2020.



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lots 16 & 17, Concession 19 in the former Township of South Plantagenet, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 3-2022</p> <p>_____ François St. Amour Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 3-2022 passed the 10th day of January 2022.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselman ON. K0A 1M0</p> <p>_____ Josee Brizard Clerk</p>
---	--

ZONING BY-LAW NO. 4-2022

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lot 5, Concession 16, former Township of South Plantagenet
now The Nation Municipality

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselman ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 4-2022

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- Section 1:** The property located on part of Lot 5, Concession 16 in the former Township of South Plantagenet, now in The Nation Municipality, County of Prescott, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law shall be the property affected by this By-Law.
- Section 2:** Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Agricultural Zone (A)" to "Agricultural Zone Exception (A-X1)", the symbol of the parcel of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.
- Section 3:** All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.
- Section 4:** Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 10th day of January 2022
this 10th day of January 2022

François St. Amour
Mayor

Josee Brizard
Clerk

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 4-2022

La propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est localisées sur une partie du lot 5, concession 16 de l'ancien canton de Plantagenet Sud.

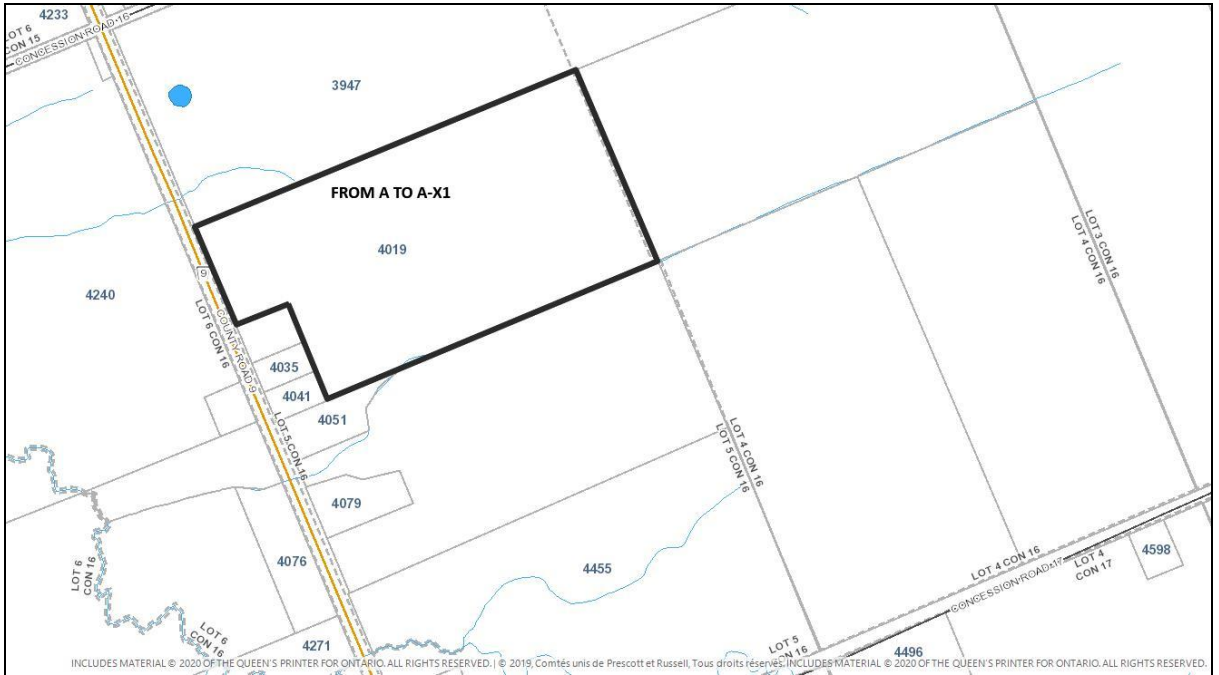
La modification a pour but de modifier la catégorie de zonage de la propriété agricole à (A-X1) afin de retirer les usages résidentiels. Cette modification fait suite à la condition du dossier de morcellement B-75-2020.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law # 4-2022

The property affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 is located on part of lot 5, Concession 16 of the former Township of South Plantagenet.

The purpose of the amendment is to modify the zoning category of the agricultural property to (A-X1) in order to withdraw residential uses. This modification is a condition of severance file, B-75-2020.



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lot 5, Concession 16 in the former Township of South Plantagenet, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 4-2022</p> <p>_____ François St. Amour Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 4-2022 passed the 10th day of January 2022.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselman ON. K0A 1M0</p> <p>_____ Josee Brizard Clerk</p>
--	--

ZONING BY-LAW NO. 5-2022

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lot 13, Concession 20, former Township of South Plantagenet
now The Nation Municipality

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselman ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 5-2022

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- Section 1:** The property located on part of Lot 13, Concession 20 in the former Township of South Plantagenet, now in The Nation Municipality, County of Prescott, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law shall be the property affected by this By-Law.
- Section 2:** Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Agricultural Zone (A)" to "Agricultural Zone Exception (A-X1)", the symbol of the parcel of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.
- Section 3:** All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.
- Section 4:** Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 10th day of January 2022
this 10th day of January 2022

François St. Amour
Mayor

Josee Brizard
Clerk

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 5-2022

La propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est localisées sur une partie du lot 13, concession 20 de l'ancien canton de Plantagenet Sud.

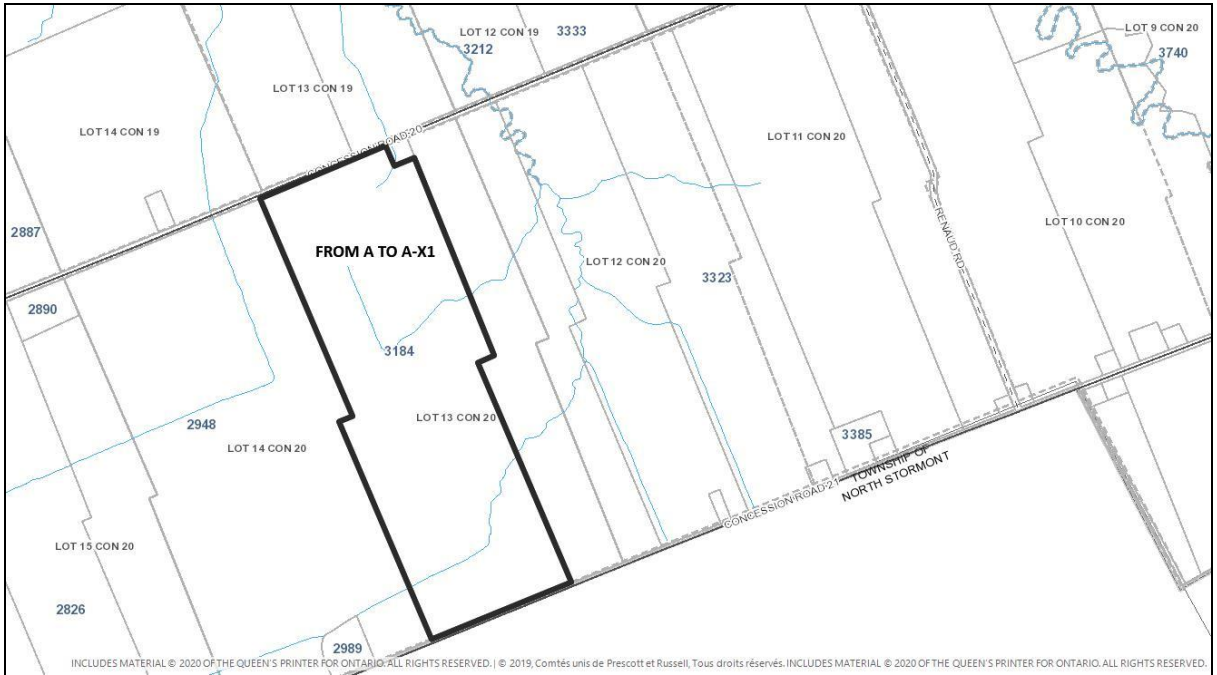
La modification a pour but de modifier la catégorie de zonage de la propriété agricole à (A-X1) afin de retirer les usages résidentiels. Cette modification fait suite à la condition du dossier de morcellement B-25-2021.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law # 5-2022

The property affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 is located on part of lot 13, Concession 20 of the former Township of South Plantagenet.

The purpose of the amendment is to modify the zoning category of the agricultural property to (A-X1) in order to withdraw residential uses. This modification is a condition of severance file, B-25-2021.



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lot 13, Concession 20 in the former Township of South Plantagenet, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 5-2022</p> <p>_____ François St. Amour Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 5-2022 passed the 10th day of January 2022.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselman ON. K0A 1M0</p> <p>_____ Josee Brizard Clerk</p>
---	--

ZONING BY-LAW NO. 6-2022

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lot 21, Concession 5, former Township of Cambridge
now The Nation Municipality

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselman ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 6-2022

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- Section 1:** The property located on part of Lot 21, Concession 5 in the former Township of Cambridge, now in The Nation Municipality, County of Russell, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law shall be the property affected by this By-Law.
- Section 2:** Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Agricultural Zone (A)" to "Agricultural Zone Exception (A-X1)", the symbol of the parcel of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.
- Section 3:** All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.
- Section 4:** Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 10th day of January 2022
this 10th day of January 2022

François St. Amour
Mayor

Josee Brizard
Clerk

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 6-2022

La propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est localisées sur une partie du lot 21, concession 5 de l'ancien canton de Cambridge.

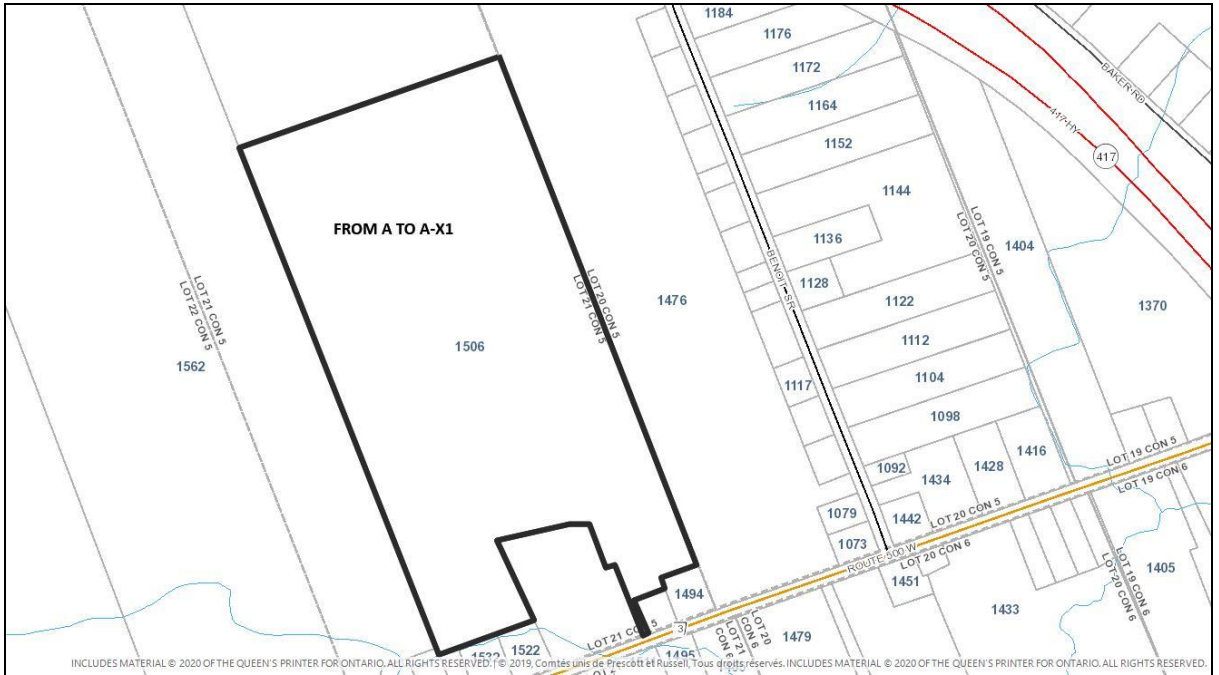
La modification a pour but de modifier la catégorie de zonage de la propriété agricole à (A-X1) afin de retirer les usages résidentiels. Cette modification fait suite à la condition des dossiers de morcellement B-54-2021.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law # 6-2022

The property affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 is located on part of lot 21, Concession 5 of the former Township of Cambridge.

The purpose of the amendment is to modify the zoning category of the agricultural property to (A-X1) in order to withdraw residential uses. This modification is a condition of severance files, B-54-2021.



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lot 21, Concession 5 in the former Township of Cambridge, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 6-2022</p> <p>_____ François St. Amour Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 6-2022 passed the 10th day of January 2022.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselman ON. K0A 1M0</p> <p>_____ Josee Brizard Clerk</p>
---	---

ZONING BY-LAW NO. 7-2022

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lot 6, Concession 15, former Township of South Plantagenet
now The Nation Municipality

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselton ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 7-2022

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- Section 1:** The property located on part of Lot 6, Concession 15 in the former Township of South Plantagenet, now in The Nation Municipality, County of Prescott, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law shall be the property affected by this By-Law.
- Section 2:** Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Agricultural Zone (A)" to "Agricultural Zone Exception (A-X1)", the symbol of the parcel of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.
- Section 3:** All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.
- Section 4:** Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 10th day of January 2022
this 10th day of January 2022

François St. Amour
Mayor

Josee Brizard
Clerk

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 7-2022

La propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est localisées sur une partie du lot 6, concession 15 de l'ancien canton de Plantagenet Sud.

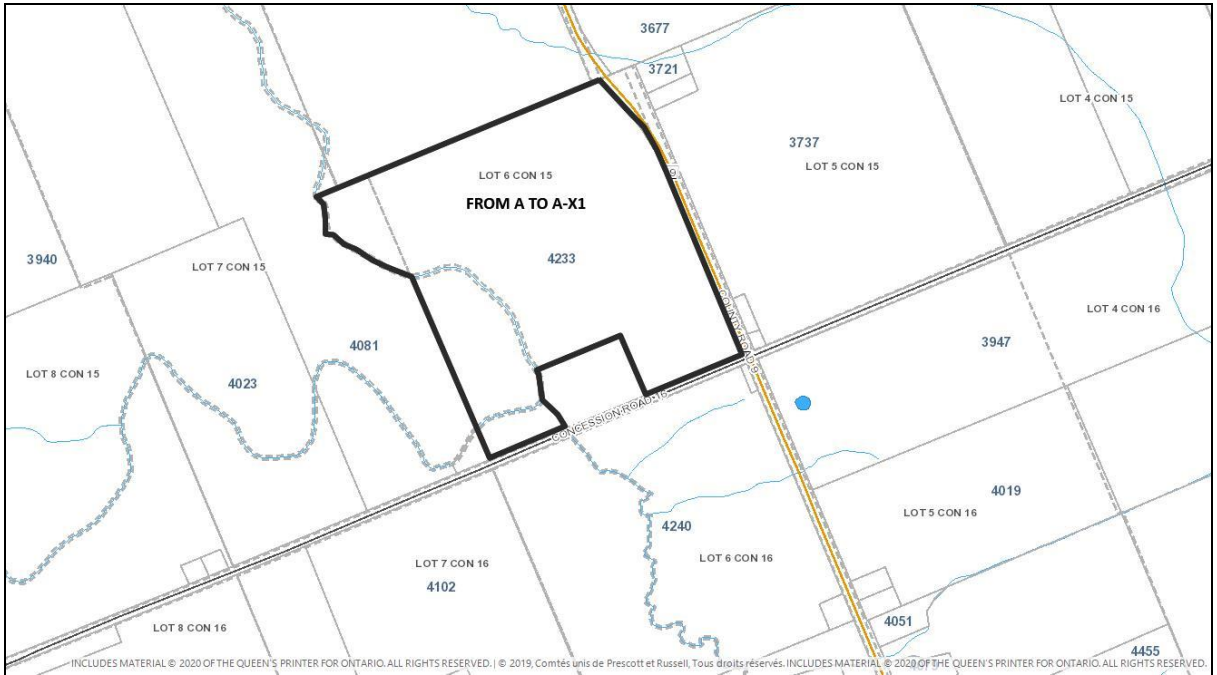
La modification a pour but de modifier la catégorie de zonage de la propriété agricole à (A-X1) afin de retirer les usages résidentiels. Cette modification fait suite à la condition du dossier de morcellement B-48-2021.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law # 7-2022

The property affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 is located on part of lot 6, Concession 15 of the former Township of South Plantagenet.

The purpose of the amendment is to modify the zoning category of the agricultural property to (A-X1) in order to withdraw residential uses. This modification is a condition of severance file, B-48-2021.



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lot 6, Concession 15 in the former Township of South Plantagenet, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 7-2022</p> <p>_____ François St. Amour Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 7-2022 passed the 10th day of January 2022.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselman ON. K0A 1M0</p> <p>_____ Josee Brizard Clerk</p>
--	--

ZONING BY-LAW NO. 8-2022

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lot 13, Concession 6, former Township of Cambridge
Coalwater

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselman ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 8-2022

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

Section 1: The property located on part of Lot 13, Concession 6 in the former Township of Cambridge, now in The Nation Municipality, County of Russell, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law shall be the property affected by this By-Law.

Section 2: Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Rural Zone (RU)" to "Highway Commercial Zone Exception (CH-X9)" the symbol of the parcels of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.

Section 3: Subsection 5.9.4 of Zoning By-Law 2-2006 entitled "Exception Zones", is hereby amended by adding the following new paragraphs:

5.9.4.9 CH-X9, Part of Lot 13, Concession 6 in the former Township of Cambridge

Notwithstanding Section 5.9, "Highway Commercial Zone" of Zoning By-Law 2-2006, hereof to the contrary, on the land zoned CH-X9, a Contractor's Yard the shall be added to the permitted use and the setback from a rail way shall be reduced to 30 metres.

Section 4: All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.

Section 5: Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 10th day of January 2022

this 10th day of January 2022

François St. Amour
Mayor

Josée Brizard
Clerk

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 8-2022

La propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est localisée sur une partie du lot 13, concession 6 de l'ancien canton de Cambridge.

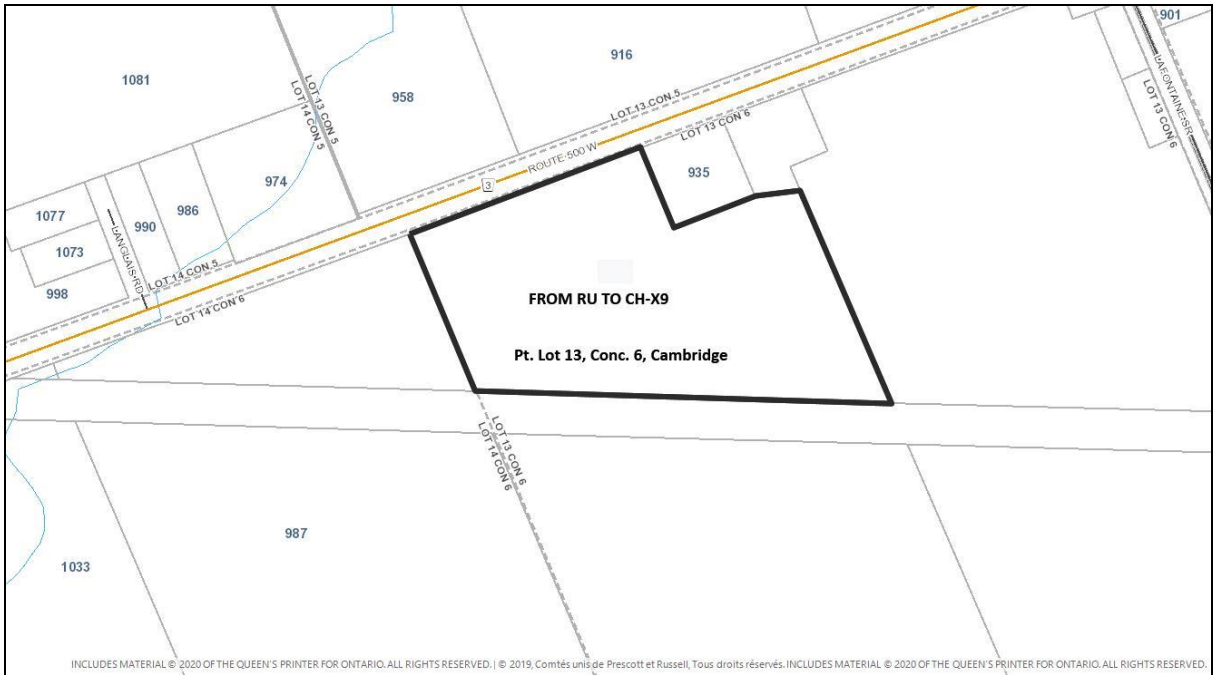
La modification a pour but de modifier la catégorie de zonage du terrain pour permettre des usages commerciaux routiers et une cour d'entrepreneur. Cette modification est l'une des conditions d'approbation du dossier de morcellement B-45-2021.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law #8-2022

The property affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 is located on part of Lot 13, Concession 6 of the former Township of Cambridge.

The purpose of the amendment is to modify the zoning category of the property to allow a contractor's yard and highway commercial uses. This amendment is one of the approval conditions for severance file B-45-2021.



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lot 13, Concession 6 in the former Township of Cambridge, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 8-2022</p> <p>_____ François St. Amour Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 8-2022 passed the 10th day of January, 2022.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselman ON. K0A 1M0</p> <p>_____ Josée Brizard Clerk</p>
---	--

ZONING BY-LAW NO. 9-2022

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lot 19, Concession 9, former Township of Cambridge
129 Principale Street, St-Albert

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselman ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 9-2022

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

Section 1: The property located on part of Lot 19, Concession 9 in the former Township of Cambridge, now in The Nation Municipality, County of Russell, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law shall be the property affected by this By-Law.

Section 2: Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "General Commercial Zone (CG)" to "High Density Residential Zone Exception (R3-X29)" the symbol of the parcels of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.

Section 3: Subsection 5.5.4 of Zoning By-Law 2-2006 entitled "Exception Zones", is hereby amended by adding the following new paragraphs:

5.5.4.29 R3-X29, 129 Principale Street

Notwithstanding Section 5.5.4. "High Density Residential Zone" of Zoning By-Law 2-2006, hereof to the contrary, on the land zoned R3-X29, the following provisions shall apply;

-Minimum Lot Area per unit:	250 m ² / per dwelling unit
-Minimum Lot Frontage:	27 metres
-Maximum lot coverage:	35%
-Minimum Ingress and Egress:	3 metres

Section 4: All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.

Section 5: Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 10th day of January 2022
this 10th day of January 2022

François St. Amour
Mayor

Josée Brizard
Clerk

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 9-2022

La parcelle de propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est celle au 129 rue Principale à St-Albert.

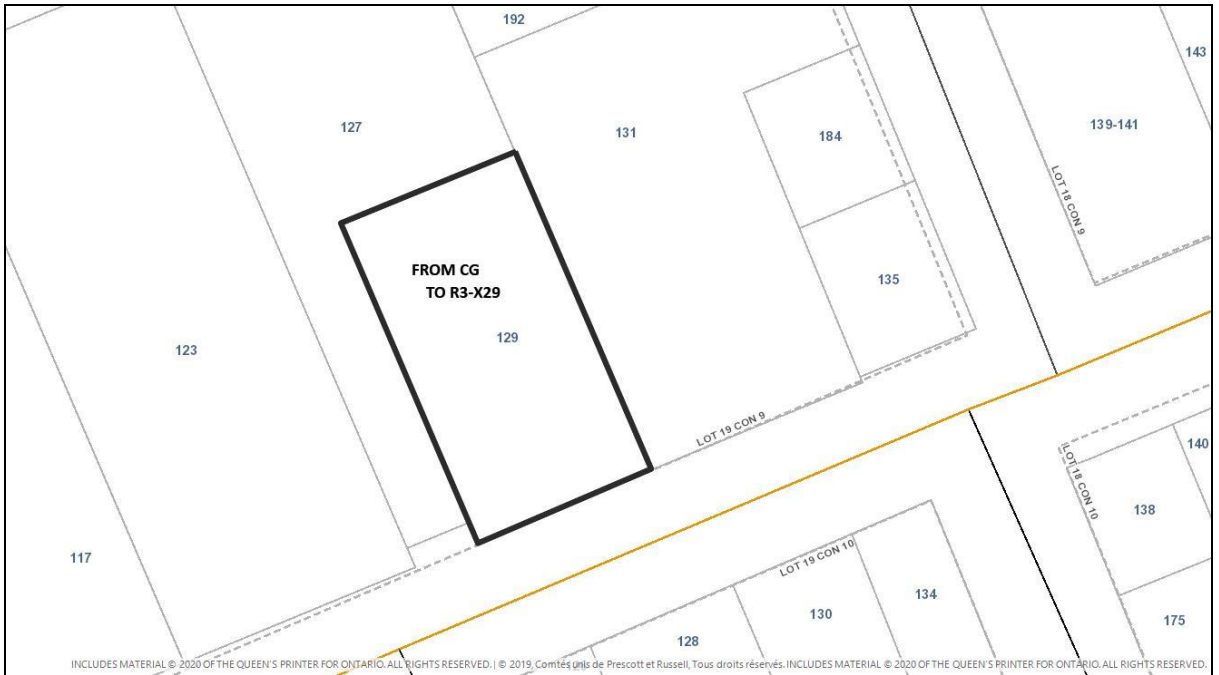
La modification a pour but de modifier la catégorie de zonage du terrain pour permettre 5 appartements résidentiels.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law #9-2022

The property affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 is located 129 Principale Street in St-Albert

The purpose of the amendment is to modify the zoning category of the property to allow 5 apartment dwellings



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lot 19, Concession 9 in the former Township of Cambridge, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 9-2022</p> <p>_____ François St. Amour Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 9-2022 passed the 10th day of January, 2022.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselman ON. K0A 1M0</p> <p>_____ Josée Brizard Clerk</p>
---	--

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 10-2022

A By-Law to establish charges for use of the Nation Municipality Water System by users in the Village of St-Isidore, for the year 2022 and subsequent years.

WHEREAS section 391 of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may impose fees and charges for the services of public utilities;

AND WHEREAS subsection 398 (2) of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may add fees and charges for the supply of water to the tax roll and collect them in the same manner as municipal taxes;

“Act” means the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c.25, as amended;

“Capital Costs” is defined as an amount that is used for the capital infrastructure replacement and any surplus of the year is set in a reserve fund for future capital cost.

“Consumption” is defined as the measured quantity of water flowing through a pipe that is used to supply a building.

“Commercial, industrial, agricultural and or institutional uses” is defined separately from a lot equivalency based on the usage or any number of buildings, which are used for commercial, industrial, agricultural or institutional purposes, the lot shall be assigned a multi-lot equivalency, which shall be defined by an engineer appointed by The Nation Municipality. For the purpose of calculating the number of equivalent unit each 492.75 cubic meter shall be equivalent to one unit.

“Cubic Meters” is defined as a type of measurement (volume) used for the purpose of calculating the quantity of water that goes through the water meter.

“Lot Equivalency” is defined as a lot whereby a single dwelling unit is or will be used for residential purposes

“Multiple Equivalency Unit” is defined as a combination of lot equivalency for single dwelling and, Commercial, industrial, agricultural and or institutional uses. The multiple Equivalency unit is established at the time of a building permit application or change of uses for the establishment as set out in By-Law 92-2018 as amended for time to time.

“Normal Consumption” is defined as 48 cubic meters used for a single family dwelling quarterly.

“Unit” is defined as a single quantity of occupancy regarded as a whole in calculation and determined as a standard of measurement. For the purpose of calculating the number of units. The first unit of a single dwelling shall be one and any additional unit per connection shall be set out as .65 of a unit.

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of The Nation Municipality **ENACTS AS FOLLOWS:**

- 1) A water service rate is hereby imposed upon the owners or occupants of lands which are supplied with water service by the

Corporation of The Nation Municipality for the Village of St-Isidore under Section 391 (1) (a) of the Municipal Act, 2001 as amended.

- 2) The water service rate shall be charged as a quarterly flat rate of \$131.01 per equivalent unit for the year 2022, including the capital cost, to each user in respect of such lands which are used for purposes of domestic, commercial or industrial uses.
- 3) In addition to the quarterly flat rates set out above, a consumption metered water rate shall be charged as a quarterly rate of \$ 2.12 per cubic meter for the first 48 cubic meters; every cubic meter above would be increased to \$2.22 per cubic meter.
- 4) The charges as set out in Sections 2) & **Error! Reference source not found.** above shall apply to any property owner who receives a supplementary assessment thereby receiving benefit from the water service during the year.
- 5) Any property owner who must install a water meter shall be imposed the prorated rates as per Sections 2) & **Error! Reference source not found.** above no later than three months after being provided with a meter or at the date of the meter installation, whichever comes first, thereby receiving benefit for the water service.
- 6) If a property has more than one meter, each meter shall be charged as per Sections 2) & **Error! Reference source not found.** above.
- 7) If a meter fails to register, the consumer will be charged a minimum consumption based upon the average consumption of the last three months or, if such data is unavailable, then the cost shall be pro-rated annually based on the previous year's fee.
- 8) Where for any reason the consumption of water for a property has not been recorded or where in the opinion of the Treasurer the consumption of water has been wrongly recorded, the Treasurer shall estimate the quantity of water consumed and the owner shall be liable to pay the rates applicable as per Sections 2) & **Error! Reference source not found.** above.
- 9) Where because of frost penetration on the street it may be expedient to allow the consumer to run water at a continuous rate to prevent freezing the service pipe, the Treasurer shall estimate the quantity of water, shall authorize such usage and shall adjust the billing to conform with normal consumption for the property.
- 10) The charges set out above shall become due and payable in the following installments:
 - a) On or before the last working day of April for the period of January to March.
 - b) On or before the last working day of July for the period of April to June.
 - c) On or before the last working day of October for the period of July to September.
 - d) On or before the last working day of January for the period of October to December.
- 11) Payments made by mail shall be deemed received by the Municipality on the date it is received at the municipal office.

- 12) Payment made through Electronic Funds Transfer (EFT) shall be deemed received by the Municipality on the date the funds are received in the municipality's bank account.
- 13) Notwithstanding Section 11 above, the due dates for enrolled property owners in the pre-authorized payment plan method shall be in accordance with the pre-authorized payment plan and Section 14) below does not apply on unpaid water if payments are in accordance to the plan.
- 14) Overdue accounts shall incur a penalty of 1.25 % per month calculated on the first day of each month and every month the default continues.
- 15) Partial payments on accounts which are in arrears shall be applied in each instance to the oldest arrears outstanding.
- 16) Penalties and interest added in default shall become due and payable and shall be collected as if same had originally been imposed and form part of such unpaid water service.
- 17) The Treasurer and/or his/her designate may mail or cause to be mailed to the residence or place of business of such person indicated on the last revised assessment roll a written or printed notice specifying the amount of water service payable.
- 18) On all properties to which the public utility billing for the water service is provided and for which amounts are outstanding as of February 1st of the following year of the passing of this by-law, the amounts owing shall be added to the tax roll and shall become collectable in the same manner as municipal taxes as per Section 398 (2) of the Municipal Act 2001 as amended. An additional service charge of \$ 36.00 shall be added to each account number for transferring the data on to the municipal taxes.
- 19) Where an illegal connection to the water service is found, the rates of Sections 2) & **Error! Reference source not found.** above shall be retroactive up to when the presumed by-pass took place as determined by the Treasurer.
- 20) In addition to Section 19) above there shall be a 25% additional administrative charge for the water service for the infraction.
- 21) The water services are payable at The Nation Municipality Office, Casselman, ON, or at the Satellite Office, Fournier, On, and electronically through a registered financial institution.
- 22) The provisions of By-Law 53-2021as amended apply to all water serviced properties.
- 23) This By-law shall be effective from January 1st, 2022 and hereby repeals By-Law 55-2021 as of this date.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING THIS 10th, DAY OF JANUARY 2022.

Francois St. Amour, Mayor

Josée Brizard, Clerk

SEAL

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 11-2022

BEING a by-law to establish charges for the use of Nation Municipality Water System by users in the Village of Limoges in The Nation, Village of Limoges in Russell, Limoges Industrial Park, Brisson Project, Forest Park and Ben Tardiff Mobile Park and Le Baron Project for the year 2022 and subsequent years.

WHEREAS section 391 of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may impose fees and charges for the services of public utilities;

AND WHEREAS subsection 398 (2) of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may add fees and charges for the supply of water to the tax roll and collect them in the same manner as municipal taxes;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of The Nation Municipality **ENACTS AS FOLLOWS:**

Definitions:

“Act” means the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c.25, as amended;

“Backwash flow” is defined as a step to remove sediment and debris from the water that is sent to the wastewater lagoon for treatment. The funds shall be transferred to the wastewater system where the sediment and debris are being treated.

“Capital Costs” is defined as an amount that is used for the capital infrastructure replacement and any surplus of the year is set in a reserve fund for future capital cost.

“Consumption” is defined as the measured quantity of water flowing through a pipe that is used to supply a building.

“Commercial, industrial, agricultural and or institutional uses” is defined separately from a lot equivalency based on the usage or any number of buildings, which are used for commercial, industrial, agricultural or institutional purposes, the lot shall be assigned a multi-lot equivalency, which shall be defined by an engineer appointed by The Nation Municipality. For the purpose of calculating the number of equivalent unit each 492.75 cubic meter shall be equivalent to one unit.

“Cubic Meters” is defined as a type of measurement (volume) used for the purpose of calculating the quantity of water that goes through the water meter.

“Lot Equivalency” is defined as a lot whereby a single dwelling unit is or will be used for residential purposes

“Multiple Equivalency Unit” is defined as a combination of lot equivalency for single dwelling and, Commercial, industrial, agricultural and or institutional uses. The multiple Equivalency unit is established at the time of a building permit application or change of uses for the establishment as set out in By-Law 92-2018 as amended for time to time.

“Normal Consumption” is defined as 48 cubic meters used for a single family

dwelling quarterly.

“Unit” is defined as a single quantity of occupancy regarded as a whole in calculation and determined as a standard of measurement. For the purpose of calculating the number of units. The first unit of a single dwelling shall be one and any additional unit per connection shall be set out as .65 of a unit.

- 1) A water service rate is hereby imposed upon the owners or occupants of lands which are supplied with water service by the Corporation of The Nation Municipality for the Village of Limoges in The Nation, Village of Limoges in Russell, Limoges Industrial Park, Brisson Project, Forest Park, Ben Tardiff Mobile Park, and Le Baron Project under Section 391 (1) (a) of the Municipal Act, 2001 as amended.
- 2) The water service rate shall be charged as a quarterly flat rate of \$82.56 per equivalent unit for the year 2022, including the capital cost, to each user in respect of such lands which are used for purposes of domestic, commercial or industrial uses.
- 3) In addition to the quarterly flat rate above, a consumption metered water rate shall be charged as a quarterly rate of \$ 1.82 per cubic meter for the first 48 cubic meters; every cubic meter above would be increased to \$1.92 per cubic meter.
- 4) All owners and occupants that are serviced with the water supply only shall also be charged a backwash flow charge as per metered consumption, set at \$ 0.18 per cubic meter.
- 5) For properties that have multiple equivalency units, the cubic meter consumption shall be multiplied by that same rate as per Section 3 above. For example, duplexes that have a multiplier of 1.65 shall be imposed the increased rate after the consumption of 79.20 cubic meters. (48 X 1.65 = 79.20).
- 6) The charges set out in Sections 2), 3) & 4) above shall apply to any property owner who receives a supplementary assessment thereby receiving benefit from the water service during the year.
- 7) Any property owner who must install a water meter shall be imposed the prorated rates as per Sections 2), 3) & 4) above no later than three months after being provided with a meter or at the date of the meter installation, whichever comes first, thereby receiving benefit for the water service.
- 8) If a property has more than one meter, each meter shall be charged as per Sections 2), 3) & 4) above.
- 9) If a meter fails to register, the consumer will be charged a minimum consumption based upon the average consumption of the last three months or, if such data is unavailable, then the cost shall be pro-rated annually based on the previous year's fee.
- 10) If a meter has never registered after installation, the property will be charged an estimated consumption of 48 cubic meters per equivalent unit quarterly until the actual consumption can be measured for a quarter, at which time it shall be adjusted to conform to the normal consumption for the property.
- 11) Where for any reason the consumption of water for a property has not

been recorded or where in the opinion of the Treasurer the consumption of water has been incorrectly recorded, the Treasurer shall estimate the quantity of water consumed and the owner shall be liable to pay the rates applicable as per Sections 2) , 3) & 4) above.

- 12) Where because of frost penetration on the street it may be expedient to allow the consumer to run water at a continuous rate to prevent freezing the service pipe, the Treasurer shall estimate the quantity of water, shall authorize such usage and shall adjust the billing to conform with normal consumption for the property.
- 13) The charges set out above shall become due and payable in the following installments:
 - a) On or before the last working day of April for the period of January to March.
 - b) On or before the last working day of July for the period of April to June.
 - c) On or before the last working day of October for the period of July to September.
 - d) On or before the last working day of January for the period of October to December.
- 14) Payments made by mail shall be deemed received by the Municipality on the date it is received at the municipal office.
- 15) Payment made through Electronic Funds Transfer (EFT) shall be deemed received by the Municipality on the date the funds are received in the municipality's bank account.
- 16) Notwithstanding Section 13) above, the due dates for enrolled property owners in the pre-authorized payment plan method shall be in accordance with the pre-authorized payment plan and Section 17) does not apply on unpaid water if payments are in accordance to the plan.
- 17) Overdue accounts shall incur a penalty of 1.25 % per month calculated on the first day of each month and every month the default continues.
- 18) Partial payments on accounts which are in arrears shall be applied in each instance to the oldest arrears outstanding.
- 19) Penalties and interest added in default shall become due and payable and shall be collected as if same had originally been imposed and form part of such unpaid water service.
- 20) The Treasurer and/or his/her designate may mail or cause to be mailed to the residence or place of business of such person indicated on the last revised assessment roll a written or printed notice specifying the amount of water service payable.
- 21) On all properties to which the public utility billing for the water service is provided, and for which amounts are outstanding as of February 1st of the following year of the passing of this by-law, the amounts owing shall be added to the tax roll and shall become collectable in the same manner as municipal taxes as per Section 398 (2) of the Municipal Act 2001 as amended. An additional service charge of \$ 36.00 shall be added to each account number for transferring the data on to the municipal taxes.

- 22) Where an illegal connection to the water service is found, the rates of Sections 2), 3) & 4) above shall be retroactive up to when the presumed by-pass took place as determined by the Treasurer.
- 23) In addition to Section 22) above there shall be a 25% additional administrative charge for the infraction.
- 24) The water services are payable at The Nation Municipality Office, Casselman, ON, or at the Satellite Office, Fournier, ON, and electronically through a registered financial institution.

Effective date

- 25) The provisions of By-Law 53-2021 as amended apply to all water serviced properties.
- 26) This By-law shall be effective from January 1st, 2022 and hereby repeals By-Law 54-2021 as of this date.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING
THIS 10TH DAY OF JANUARY 2022.

François St Amour, Mayor

Josée Brizard , Clerk

SEAL

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO 12-2022

A By-Law to adopt estimated annual charges for use of the Nation Municipality Sewer System in serviced areas of The Nation Municipality for the year 2022 and subsequent years.

WHEREAS section 391 of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may impose fees and charges for the services of public utilities;

AND WHEREAS subsection 398 (2) of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may add fees and charges for the supply of water to the tax roll and collect them in the same manner as municipal taxes;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of The Nation Municipality **ENACTS AS FOLLOWS:**

Definitions:

“Act” means the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c.25, as amended;

“Capital Costs” is defined as an amount that is used for the capital infrastructure replacement and any surplus of the year is set in a reserve fund for future capital cost.

“Commercial, industrial, agricultural and or institutional uses” is defined separately from a lot equivalency based on the usage or any number of buildings, which are used for commercial, industrial, agricultural or institutional purposes, the lot shall be assigned a multi-lot equivalency, which shall be defined by an engineer appointed by The Nation Municipality. For the purpose of calculating the number of equivalent unit each 492.75 cubic meter shall be equivalent to one unit.

“Lot Equivalency” is defined as a lot whereby a single dwelling unit is or will be used for residential purposes

“Multiple Equivalency Unit” is defined as a combination of lot equivalency for single dwelling and, Commercial, industrial, agricultural and or institutional uses. The multiple Equivalency unit is established at the time of a building permit application or change of uses for the establishment as set out in By-Law 92-2018 as amended for time to time.

“Unit” is defined as a single quantity of occupancy regarded as a whole in calculation and determined as a standard of measurement. For the purpose of calculating the number of units. The first unit of a single dwelling shall be one and any additional unit per connection shall be set out as .65 of a unit.

- 1) A sewage service rate is hereby imposed upon the owners or occupants of lands which are supplied with sewer service by the Corporation of The Nation Municipality, under Section 391 (1) (a) of the Municipal Act, 2001 as amended.
- 2) The sewer rates are hereby imposed upon the owners or occupants of lands supplied with sewer service in accordance with the provisions of this By-Law.
- 3) The service rate shall be charged as a quarterly flat rate of \$125.40 per equivalent unit for the year 2022 and subsequent years, including the capital cost, against each user in respect of such lands which are used for the purposes of domestic, commercial or industrial uses.

- 4) The sewage service rate as set out in Section 3) above for the Village of Fournier, Village of St-Albert, Village of St-Bernardin, Village of St-Isidore, Forest Park, Village of Limoges in The Nation, Village of Limoges in Russell and Limoges Industrial Park shall apply to any property owners who receive a supplementary assessment thereby receiving benefit from the sewage service during the year.
- 5) Any property owner who hooks up to a sewage service within an area as set out in Section 4) above shall be charged the rate as set out in Section 3) above for the service, prorated from the date of connection or at the latest three months after the building permit application date, whichever comes first, thereby receiving benefit for the sewer service.
- 6) Every owner shall be charged according to the equivalent unit assigned to the property. That flat rate shall be billed on a quarterly basis and shall become due and payable in the following installments:
 - a) On or before the last working day of April for the period of January to March.
 - b) On or before the last working day of July for the period of April to June.
 - c) On or before the last working day of October for the period of July to September.
 - d) On or before the last working day of January for the period of October to December.
- 7) Payments made by mail shall be deemed received by the Municipality on the date it is received at the municipal office.
- 8) Payments made through Electronic Funds Transfer (EFT) shall be deemed received by the Municipality on the date the funds are received in the municipality's bank account.
- 9) Notwithstanding Section 8) above, the due dates for enrolled property owners in the preauthorized payment plan method shall be in accordance with the pre-authorized payment plan and Section 10) of this by-law does not apply on unpaid sewer charges if payments are in accordance to the plan.
- 10) Overdue accounts shall incur a penalty of 1.25 % per month calculated on the first day of each month and every month the default continues.
- 11) Partial payments on accounts which are in arrears shall be applied in each instance to the oldest arrears outstanding.
- 12) Penalties and interest added in default shall become due and payable and shall be collected as if same had originally been imposed and shall form part of such unpaid sewer service.
- 13) The Municipality may mail or cause same to be mailed to the residence or place of business of such person indicated on the last revised assessment roll which shall constitute a written or printed notice specifying the amount of sewer service payable.
- 14) On all properties to which the public utility billing for the sewer service is provided and for which amounts are outstanding as of February 1st of the following year of the passing of this by-law, the amounts owing shall be added to the tax roll and shall become collectable in the same manner as municipal taxes as per Section 398 (2) of the Municipal Act 2001 as amended. An additional service charge of \$ 36.00 shall be added to each account number for transferring the data on to the municipal taxes.

- 15)**Where an illegal connection to the sewer service is found, the rates of Section 3) above shall be retroactive up to the date the presumed by-pass took place as determined by the Treasurer.
- 16)**In addition to amounts as per Section 15) above, there shall be a 25% additional administrative charge for the sewer service for the infraction as noted in Section 15) above.
- 17)**Property owners connected to one of the municipal lagoons with metered discharge pursuant to written agreement with the Municipality shall be charged a fixed rate of \$1,250.00 per year and \$ 1.07 per cubic meter that is discharged into the lagoon. St-Albert Cooperative Cheese Manufacturing Association shall be charged a fixed rate and cubic meter charge in accordance with any written agreement in force at the time of billing.
- 18)**The cubic meter charges in Section 17) above shall be determined using the flow meter data received by the Treasurer.
- 19)**The sewer service charges are payable at The Nation Municipality Office, Casselman, ON, or at the Satellite Office, Fournier, ON, or electronically through a registered financial institution.
- 20)**This By-law shall be effective January 1st, 2022 and hereby repeals By-Law No 56-2021 as of this date.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING THIS 10th DAY OF JANUARY 2022.

Francois St. Amour, Mayor

Josée Brizard, Clerk

SEAL

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 13-2022

Being a By-law to authorize temporary loans from the
"Caisse populaire Nouvel-Horizon Inc" for the year 2022

AND WHEREAS the Council of the Corporation deems it necessary to borrow the sum of \$10,000,000.00 to meet, until the taxes are collected and other revenues are received, of the amount council considers necessary to meet the expenses of the municipality for the year and of the amounts, whether or not they are expenses for the year, that the municipality requires in the year 2022 for,

- (a) reserve,
- (b) principal and interest due on any debt of the municipality;
- (c) school purposes;
- (d) other purposes the municipality is required by law to provide for; and
- (e) the amount of principal and interest payable by a person or municipality primarily liable for a debt, if the municipality has guaranteed the debt and the debt is in default.

AND WHEREAS the total amount heretofore authorized to be borrowed this year for the purposes mentioned in Section 407 of The Municipal Act is \$21,826,265;

THEREFORE the Council of the Corporation hereby enacts as follows:

1. The Head of Council and Treasurer are hereby authorized on behalf of the Corporation to borrow from time to time during the year in accordance with the provisions of the said Section 407 by way of line of credit from "Caisse Populaire Nouvel-Horizon Inc" (herein called "Caisse") a sum or sums not exceeding in the aggregate hereunder -----TEN MILLION---Dollars to meet, until the taxes are collected, the current expenditures of the Corporation for the year, including the amounts required for the purposes mentioned in the said Section 407, and to give on behalf of the Corporation to the Caisse a line of credit sealed with the corporate seal and signed by the Head and Treasurer for the moneys so borrowed with interests (which may be paid in advance or otherwise) at the prevailing rate from time to time to the Caisse.
2. All or any sums borrowed pursuant to the authority of this By-law as well as all other sums borrowed in this year and any previous years from the Caisse for any or all of the purposes mentioned in the said Section 407 shall, with interest thereon, be a charge upon the whole or any part or parts of the revenues of the Corporation for the current year and for all preceding years, as and when such revenues are received.
3. The Treasurer is hereby authorized and directed to apply in payment of all or any sums borrowed as aforesaid, together with interest thereon, all or any of the moneys hereafter collected or received, either on account of or realized in respect of the taxes levied for the current year and preceding years or from any other source, which may lawfully be applied for such purpose.

4. The Treasurer is hereby authorized and directed to furnish the Caisse at the time of each borrowing with a statement showing as at that date the nature and amount of the estimated revenues for the current year where the estimated revenues have been adopted for the current year, or of the estimated revenues for the previous year where the estimated revenues have not been adopted for the current year; the nature and amount of the uncollected balance of the estimated revenues; the aggregate of borrowing made in the year under the provisions of the said Section 407; and the total of any borrowing made in the year under the said Section 407 which have not been repaid.
5. The Caisse shall be entitled to rely as to the authority of any borrowing on a copy of this By-law certified by the Clerk and on the statements furnished to the Caisse from time to time by the Treasurer pursuant to paragraph 4 of this By-law.
6. This By-law shall remain in full force and be binding on the Corporation as against the Caisse until a copy, certified by the Clerk under the corporate seal, of a By-law repealing or replacing this By-law shall have been received by the Caisse and duly acknowledged by it in writing.
7. This By-Law shall be effective on January 10th, 2022 and hereby repeals By-Law No. 49-2020.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING THIS 10TH DAY OF JANUARY 2022.

François St-Amour
Mayor

Josée Brizard
Clerk

Seal

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 12/15/2021 To 01/11/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
12375	C	12/31/2021	102	CITE DE CLARENCE-ROCKLAND	\$271.20	O
12376	C	12/31/2021	157	FEDERATION OF ONTARIO PUBLIC LIBRARIES	\$100.00	O
12377	C	12/31/2021	212	JP DESIGN	\$110.66	O
12378	C	12/31/2021	240	LATREMOUILLE	\$355.95	O
12379	C	12/31/2021	268	BURELLE RENTOOLS	\$327.70	O
12380	C	12/31/2021	281	MCINTOSH PERRY CONSULTING ENG.	\$7,818.71	O
12381	C	12/31/2021	339	PETTY CASH - HEAD OFFICE	\$193.85	O
12382	C	12/31/2021	430	WINDSOR SALT LTD.	\$27,934.27	O
12383	C	12/31/2021	671	KB MEDIA E-MARKETING & WEB	\$55.37	O
12384	C	12/31/2021	675	YVON QUESNEL	\$200.00	O
12385	C	12/31/2021	681	DURA-PAVE CONSTRUCTION 2011 LTD	\$14,238.00	O
12386	C	12/31/2021	702	FERME ROGIMAR INC.	\$2,000.00	O
12387	C	12/31/2021	722	LAMOUREUX FRANCE	\$200.00	O
12388	C	12/31/2021	727	COTE-PILON JOANNE	\$75.00	O
12389	C	12/31/2021	786	LANDERS AUTO GLASS & STEREO INC.	\$439.57	O
12390	C	12/31/2021	891	FERME TWO BRIDGES FARM INC.	\$945.69	O
12391	C	12/31/2021	1200	LE COIN DU LIVRE	\$180.26	O
12392	C	12/31/2021	1206	FALCON HOME CONSTRUCTION INC.	\$1,125.00	O
12393	C	12/31/2021	1746	FERME DELIGNY INC	\$2,000.00	O
12394	C	12/31/2021	1925	MAIN INDUSTRIAL SALES LTD	\$326.02	O
12395	C	12/31/2021	1999	GUIGNOLÉE DE LIMOGES	\$750.00	O
12396	C	12/31/2021	2122	GIN-COR INDUSTRIES INC.	\$2,319.57	O
12397	C	12/31/2021	2515	BOURGEOIS JACOB	\$74.12	O
12398	C	12/31/2021	2532	CHANTAL NORMAND	\$150.00	O
12399	C	12/31/2021	2539	PIERRETTE LAVERGNE	\$175.00	O
12400	C	12/31/2021	2690	FUTECH OTTAWA INC.	\$3,213.23	O
12401	C	12/31/2021	2752	LIBRARY OUTFITTERS	\$1,073.50	O
12402	C	12/31/2021	2887	BUCCELLA LANDON	\$192.09	O
12403	C	12/31/2021	2907	CINNAMON TOAST NEW MEDIA INC.	\$11,300.00	O
12404	C	12/31/2021	3041	AIRON HVAC AND CONTROL LTD.	\$1,189.17	O
12405	C	12/31/2021	3044	BERTHELET MARTIN	\$638.00	O
12406	C	12/31/2021	3045	COUTURE KARL	\$100.00	O
12407	C	12/31/2021	3046	ACE, ACCENT CONTROLES ELECTRONIQUES INC.	\$316.18	O
12408	C	12/31/2021	3047	ERIC DROUIN	\$710.00	O
12409	C	12/31/2021	3049	JOUBERT MOISE & VIVIANE JEAN-PIERRE	\$500.00	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 12/15/2021 To 01/11/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
12410	C	01/11/2022	132	DUPUIS FORD LINCOLN	\$8,252.05	O
12411	C	01/11/2022	290	MINISTER OF FINANCE	\$139,428.00	O
12412	C	01/11/2022	430	WINDSOR SALT LTD.	\$20,852.94	O
12413	C	01/11/2022	444	TRAITEMENT D'EAU DESFORGES	\$31.79	O
12414	C	01/11/2022	506	PETTY CASH - ST ISIDORE ARENA	\$519.06	O
12415	C	01/11/2022	1195	JULIEN SAVAGE ELECTRIC INC.	\$2,463.40	O
12416	C	01/11/2022	1290	MONTPETIT BERNARD	\$203.40	O
12417	C	01/11/2022	1942	GROUPE ARCHAMBAULT INC.	\$308.57	O
12418	C	01/11/2022	2815	INTEGRATED DESIGN ENGINEERING & ARCHITECTURE	\$17,063.63	O
12419	C	01/11/2022	2840	EASTERN ONTARIO READY-MIX INC.	\$1,017.00	O
12420	C	01/11/2022	3048	DAMATO LEONARDO & AGNIESZKA KLUK	\$240.01	O
12421	C	01/11/2022	3051	LALONDE MICHEL	\$580.00	O
62557	E	12/31/2021	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$1,547.20	O
62558	E	12/31/2021	34	PARTHAM ENGINEERING	\$293.80	O
62559	E	12/31/2021	35	BATTLESIELD INDUSTRIES LTD	\$418.10	O
62560	E	12/31/2021	65	BRAZEAU SANITATION INC	\$271.20	O
62561	E	12/31/2021	66	BRENNTAG CANADA INC	\$5,525.39	O
62562	E	12/31/2021	68	BRODART CANADA COMPANY	\$873.95	O
62563	E	12/31/2021	71	BYTOWN LUMBER	\$360.86	O
62564	E	12/31/2021	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$3,727.57	O
62565	E	12/31/2021	84	CARRIERE & POIRIER EQUIPMENT	\$117.42	O
62566	E	12/31/2021	100	CIMA CANADA INC	\$19,890.83	O
62567	E	12/31/2021	110	COLACEM CANADA INC	\$65,592.20	O
62568	E	12/31/2021	116	UNIAG COOPERATIVE	\$431.39	O
62569	E	12/31/2021	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$5,989.99	O
62571	E	12/31/2021	119	CRANE SUPPLY	\$4,461.43	O
62572	E	12/31/2021	131	DRAIN-ALL LTD	\$7,209.80	O
62573	E	12/31/2021	145	ELECTROTEK INC	\$670.92	O
62574	E	12/31/2021	147	ENTREPRISE BOURDEAU	\$301.31	O
62575	E	12/31/2021	175	G.D.S HYDRAULIC INC	\$157.18	O
62576	E	12/31/2021	186	GOLDER ASSOCIATES LTD	\$21,987.31	O
62577	E	12/31/2021	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$21,627.29	O
62578	E	12/31/2021	204	J.R BRISSON EQUIP LTEE	\$316.11	O
62579	E	12/31/2021	206	JEAN-CLAUDE CAYER ENTREPRISES	\$101.69	O
62580	E	12/31/2021	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$8,327.26	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 12/15/2021 To 01/11/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
62581	E	12/31/2021	244	LE REFLET	\$1,322.10	O
62582	E	12/31/2021	262	LES SERVICES EXP INC	\$16,010.86	O
62583	E	12/31/2021	264	LEVAC PROPANE INC	\$2,847.58	O
62584	E	12/31/2021	281	MCINTOSH PERRY CONSULTING ENG.	\$2,078.92	O
62585	E	12/31/2021	289	MIKE'S WASTE DISPOSAL INC	\$7,572.28	O
62586	E	12/31/2021	295	MOOSE CREEK CEMENT PRODUCTS	\$284.76	O
62587	E	12/31/2021	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$981.36	O
62588	E	12/31/2021	350	PIGEON NICHOLAS	\$200.00	O
62589	E	12/31/2021	359	PUROLATOR COURRIER LTD	\$61.96	O
62590	E	12/31/2021	400	SOLENO INC	\$13,130.61	O
62591	E	12/31/2021	402	SOUTH NATION CONSERVATION DE LA NATION SUD	\$595.00	O
62592	E	12/31/2021	437	THE REGIONAL NEWSPAPER	\$242.95	O
62593	E	12/31/2021	443	TOWNSHIP OF ALFRED & PLANTAGENET	\$37,019.32	O
62594	E	12/31/2021	458	VIA RAIL CANADA INC	\$1,635.00	O
62595	E	12/31/2021	512	RECYCLE ACTION	\$6,498.63	O
62596	E	12/31/2021	537	AUTO SELECT CASSELMAN	\$461.70	O
62597	E	12/31/2021	723	LEBLANC SUZANNE	\$175.00	O
62598	E	12/31/2021	841	KB MEDIA CORP	\$1,000.00	O
62599	E	12/31/2021	842	NORTHLAND CHEMICAL INC.	\$2,816.75	O
62600	E	12/31/2021	933	DROUIN CREATIONS	\$801.66	O
62601	E	12/31/2021	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$127.13	O
62602	E	12/31/2021	1165	MULTI-LINK IT SOLUTIONS	\$226.00	O
62603	E	12/31/2021	1308	AJ STONE COMPANY LTD	\$5,940.09	O
62604	E	12/31/2021	1405	ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC	\$427.19	O
62605	E	12/31/2021	1523	ROBERT EXCAVATING	\$2,193,024.81	O
62606	E	12/31/2021	1602	SKS LAW LLP/SRL	\$16,070.39	O
62607	E	12/31/2021	1615	R.V ANDERSON ASSOCIATIES LIMITED	\$22,988.44	O
62608	E	12/31/2021	1829	MAXI POWER ELECTRICAL SERVICES INC.	\$180.80	O
62609	E	12/31/2021	1842	SELECTCOM INC	\$11.29	O
62610	E	12/31/2021	1902	MATERIAUX PONT-MASSON RONA	\$26.16	O
62611	E	12/31/2021	2261	MD AUTO CARE INC	\$111.86	O
62612	E	12/31/2021	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$15,761.10	O
62613	E	12/31/2021	2547	BENJAMIN BERCIER	\$96.02	O
62614	E	12/31/2021	2550	BRANDT TRACTOR LTD	\$272.32	O
62615	E	12/31/2021	2895	EASTERN WELDING 1377837 ONTARIO INC.	\$236,538.35	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 12/15/2021 To 01/11/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
62616	E	01/11/2022	9	AALTO TECHNOLOGIES	\$993.84	O
62617	E	01/11/2022	11	ABC DISPOSAL	\$568.50	O
62618	E	01/11/2022	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$1,411.43	O
62619	E	01/11/2022	68	BRODART CANADA COMPANY	\$24.21	O
62620	E	01/11/2022	71	BYTOWN LUMBER	\$314.42	O
62621	E	01/11/2022	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$3,070.49	O
62622	E	01/11/2022	77	CANSEL	\$3,836.35	O
62623	E	01/11/2022	80	MAXIBURO LTEE	\$64.18	O
62624	E	01/11/2022	84	CARRIERE & POIRIER EQUIPMENT	\$3,785.50	O
62625	E	01/11/2022	86	CASSEL BREWERY COMPANY LTD	\$89.64	O
62626	E	01/11/2022	101	LBEL INC	\$364.31	O
62627	E	01/11/2022	116	UNIAG COOPERATIVE	\$27.69	O
62628	E	01/11/2022	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$289.40	O
62629	E	01/11/2022	119	CRANE SUPPLY	\$405.99	O
62630	E	01/11/2022	145	ELECTROTEK INC	\$846.91	O
62631	E	01/11/2022	158	FERNAND DENIS INC	\$117,714.64	O
62632	E	01/11/2022	171	FUTURE OFFICE PRODUCTS	\$852.56	O
62633	E	01/11/2022	180	GARAGE M.H BERCIER INC	\$663.39	O
62634	E	01/11/2022	200	IMPRIMERIE SERGE PRINTING	\$271.20	O
62635	E	01/11/2022	216	KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC	\$6,350.98	O
62636	E	01/11/2022	244	LE REFLET	\$271.20	O
62637	E	01/11/2022	264	LEVAC PROPANE INC	\$6,784.47	O
62638	E	01/11/2022	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$833.85	O
62639	E	01/11/2022	426	TECHNICAL STANDARDS & SAFETY AUTHORITY	\$250.00	O
62640	E	01/11/2022	439	CAMION CARL THIBAUT INC	\$175,044.91	O
62641	E	01/11/2022	449	UNIPRO ST-ISIDORE	\$107.68	O
62642	E	01/11/2022	476	XPLORNET COMMUNICATIONS INC	\$84.73	O
62643	E	01/11/2022	512	RECYCLE ACTION	\$6,363.04	O
62644	E	01/11/2022	533	SPUEHLER SHOP	\$334.24	O
62645	E	01/11/2022	621	HAMEL YANNICK	\$166.08	O
62646	E	01/11/2022	841	KB MEDIA CORP	\$412.45	O
62647	E	01/11/2022	933	DROUIN CREATIONS	\$755.53	O
62648	E	01/11/2022	954	CDW CANADA INC.	\$422.39	O
62649	E	01/11/2022	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$5,489.55	O
62650	E	01/11/2022	1259	SSC Maintenance Services Inc	\$949.30	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 12/15/2021 To 01/11/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
62651	E	01/11/2022	1276	CAPITAL CONTROLS	\$820.95	O
62652	E	01/11/2022	1343	ONTARIO ONE CALL	\$87.58	O
62653	E	01/11/2022	1375	ALIMPLUS INC	\$2,554.44	O
62654	E	01/11/2022	1602	SKS LAW LLP/SRL	\$10,121.98	O
62655	E	01/11/2022	1829	MAXI POWER ELECTRICAL SERVICES INC.	\$14,605.25	O
62656	E	01/11/2022	1955	DESFORGES R. DANIEL	\$176.91	O
62657	E	01/11/2022	2545	WATSON & ASSOCIATES ECONOMISTS LTD	\$1,741.61	O
62658	E	01/11/2022	3029	RC STRATEGIES INC.	\$6,915.60	O
62659	E	01/11/2022	3041	AIRON HVAC AND CONTROL LTD.	\$406.80	O
BELL CANADA	E	12/31/2021	43	BELL CANADA	\$69.63	O
BELL CANADA	E	12/31/2021	46	BELL CANADA	\$689.37	O
BELL CANADA	E	01/11/2022	46	BELL CANADA	\$1,829.57	O
BELL MOBILITY INC.	E	01/11/2022	47	BELL MOBILITY INC.	\$2,251.42	O
ENBRIDGE CONSUMER GAS	E	12/31/2021	146	ENBRIDGE CONSUMER GAS	\$122.87	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	12/31/2021	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$26,124.00	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	01/11/2022	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$16,339.86	O
IMPERIAL - FIRE #188891	E	01/11/2022	199	IMPERIAL - FIRE #188891	\$340.52	O
IMPERIAL OIL - ROAD- 188890	E	12/31/2021	479	IMPERIAL OIL - ROAD-188890	\$1,047.70	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	12/31/2021	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$154,870.12	O
SHAW DIRECT	E	01/11/2022	1729	SHAW DIRECT	\$91.02	O
THE BEER STORE	E	12/31/2021	42	THE BEER STORE	\$1,023.05	O
THE BEER STORE	E	01/11/2022	42	THE BEER STORE	\$953.48	O
VISA DESJARDINS	E	12/31/2021	465	VISA DESJARDINS	\$21,338.27	O

TOTAL VOUCHER \$3,635,033.60

Cheese Curd Classic Proposal

November 26, 2021

OVERVIEW

This document outlines the details of our proposed event at St Albert's Fromagerie. Our hope is we can get the local community excited about visiting the fromagerie and experiencing a fun, quintessentially Canadian event.

Event Name : Cheese Curd Classic

Event Date: Sunday, April 10th, 2022

Event Organizer: Somersault

Anticipated Participants, Staff and Volunteers: 500-1000

ABOUT SOMERSAULT

The Somersault Event Series is the pre-eminent event series in Eastern Ontario consisting of triathlon, duathlon, and running events for all ages and abilities. The Cheese Curd Classic will be organized and operationally supported by Somersault with Adam Kourakis as the Race Director.

ABOUT THE EVENT

The Cheese Curd Classic is a running race in St-Albert, that showcases the incredible products of St-Albert. It is an opportunity to have people bring their friends and family to experience the Fromagerie . This race is designed to be very inclusive to all participants - those who want to push their pace and race and others who want to walk and who are really just there for the cheese!

This race will take place on the day before "National Poutine Day".

All participants will receive a race bib and a custom, commemorative medal. The on-course timing will be provided by Sportstats, the leading event timing company in the world, but founded and based in Ottawa.

CLASSIC CANADIAN FOODS

We will showcase cheese curds given the event is hosted at the fromagerie by giving a 200g bag of curd cheese to everyone that finishes the race.

As for drinks, we will set up a small beer garden with Tuque de Broue and with Walters/Dairy Distillery. That'll give us some great local craft beer offerings and a caesar option - another Canadian specialty! Please note that these drink partnerships have not yet been finalized.

LUMBERJACK MASCOT

Given this event will have a kids' race, we hope that entire families will want to spend the morning at the event. To provide more value and excitement to our younger participants, we will have the Ottawa Redblacks' Mascot - "Big Joe" at the event. He will be roaming the hosting area, signing autographs and taking photos. He is a friendly Lumberjack that truly fits the Canadiana vibe of the event.

EVENT TIMELINE

Our day-of schedule will be as follows:

0700: Somersault arrives and begins setting up.

1000: Road closure begins so that we can set up the course.

1000: Participants will start to arrive and the expo will begin. Anyone who has not already picked up their bib can do it at this time. People can also sign up on event day, subject to availability.

1100: The 1K run starts. Drinks stand open for spectators and participants.

1115: The 10K run starts

11:20: The 5K run starts

12:30: The road closure ends.

1300: Drinks Stand last call

1400: The event concludes and the tear-down begins. Staff will inspect the running route.

1430: Tear down is complete and we'll say goodbye to the staff at the Fromagerie.

Somersault will not need any logistical support from St. Albert, outside of a permit and a road closure. We'll bring our own equipment and our own generators for electricity.

HEALTH AND SAFETY

First aid services are provided by Priority One. They will have a tent set up in the hosting area with their supplies. They will have cyclists roaming the course, and other members that stay at their base. Somersault will have their own lead cycling, to lead the first runners through the course. We'll also have volunteers on course during the race and they will be able to communicate with the race director and the medical responders.

<https://www.priorityonefas.com/>

Somersault has a Covid-19 safety plan in accordance with The City of Ottawa requirements. All infection control measures will be reviewed before the event, and will be modified based on the current recommendations of the Ministry of Health.

We will also require that all participants be fully vaccinated. This is the requirement of all races in our event calendar, our participants have been very supportive of this decision.

INSURANCE

Insurance is secured for up to 5 million dollars and we've included it with this proposal. If you need to add a name to the Certificate of Insurance, please let us know.

PARKING

We will instruct our participants to park at the St Albert Community Centre (201 Principale St). We've included a map of the parking situation. Our messaging will be that the St. Albert parking lot is reserved for your customers, and that participants of the Cheese Curd Classic should park at the Community Centre.

VOLUNTEERS

Our proposed map also shows where our on-course volunteers will be. Volunteers will be placed:

- at every turn on the course
- at the finish line, handing out medals and cheese curd bags
- in the registration tent, which is also the 'hub' for our volunteers
- at the COVID-19 screening tent
- roaming the main area, to check on the booths, other volunteers and to answer any questions that participants might have.

We will have 35-45 volunteers on race day.

MISCELLANEOUS

Our water stations can be seen in the proposed site map. We'll have one water station on the course, which athletes will pass by twice during each loop. We'll also have a water station at the finish line. We'll offer water and sports drinks at each station.

There will be no fireworks or fires of any kind. The only inflatable that we'll have is our inflatable "finishers arch", where participants will run through to finish their event.

The amplified sound will be at the start/finish line and the staging area (a microphone to make announcements) We will contact local radio stations for music partners to have music out on the course.

We will have 10 comfort stations, rented from GoHut, for the event. We've confirmed that they will be delivered the morning of the event and removed from the site within an hour of the event ending.

We will have 2 generators in use.

- One will be used at the start/finish line to inflate our archway and to power a small microphone. Our announcer will be calling out names of participants as they cross the finish line and offering general words of encouragement.
- The second generator will be next to the stage, to power a microphone for the ceremony. We own our own generators and they're quite compact (approximately 2 feet cubic feet)

All garbage and recycling will be taken off site. We'll have multiple bins that we can recycle and compost as much as possible, but we'll still go through the trash afterwards to make sure that we divert as much waste as possible from landfill. Somersault has applied to become a fully certified carbon neutral business, through the Rideau Valley Conservation Authority. We expect to have approval by mid-December.

We'll contact the local residences who will be affected by the road closure. We'll drop a letter in each of their mailboxes and give them the opportunity to call/email us with any questions or concerns.

OUR PROMISE TO YOU

We'll take care of the event! Our team will:

- Work with you to get the required permits and road closures.
- Hire the right vendors to make sure the event is fun and safe.
- We'll take away everything that we bring in. By the time we leave, it'll look as if we were never there at all.

In order to maximize the experience for the participants, we'd like to ask you for your help on 2 fronts:

- Help us secure a road closure permit. The details of our road closure are included in a separate document but we would like to have the road closed from 10am to 12:30 pm.
- Help spread the word about this fun event! Once the event is approved, we'll start advertising it publicly. If you, or anyone you know, would like to participate or spectate, we'd love to have you there.



Parking

Agrizone Uniag
Coopérative St-Albert

Popsilos

St-Albert Boat Launch

Guichet Desjardins
- Centre de services St...

Avance & Fils Abattoir

Adam J & R

École élémentaire
catholique Saint-Albert...

Hosting
Area

St-Albert Cheese

Start/Finish Line

St-Paul St

Adam St

Albert-Duimet St

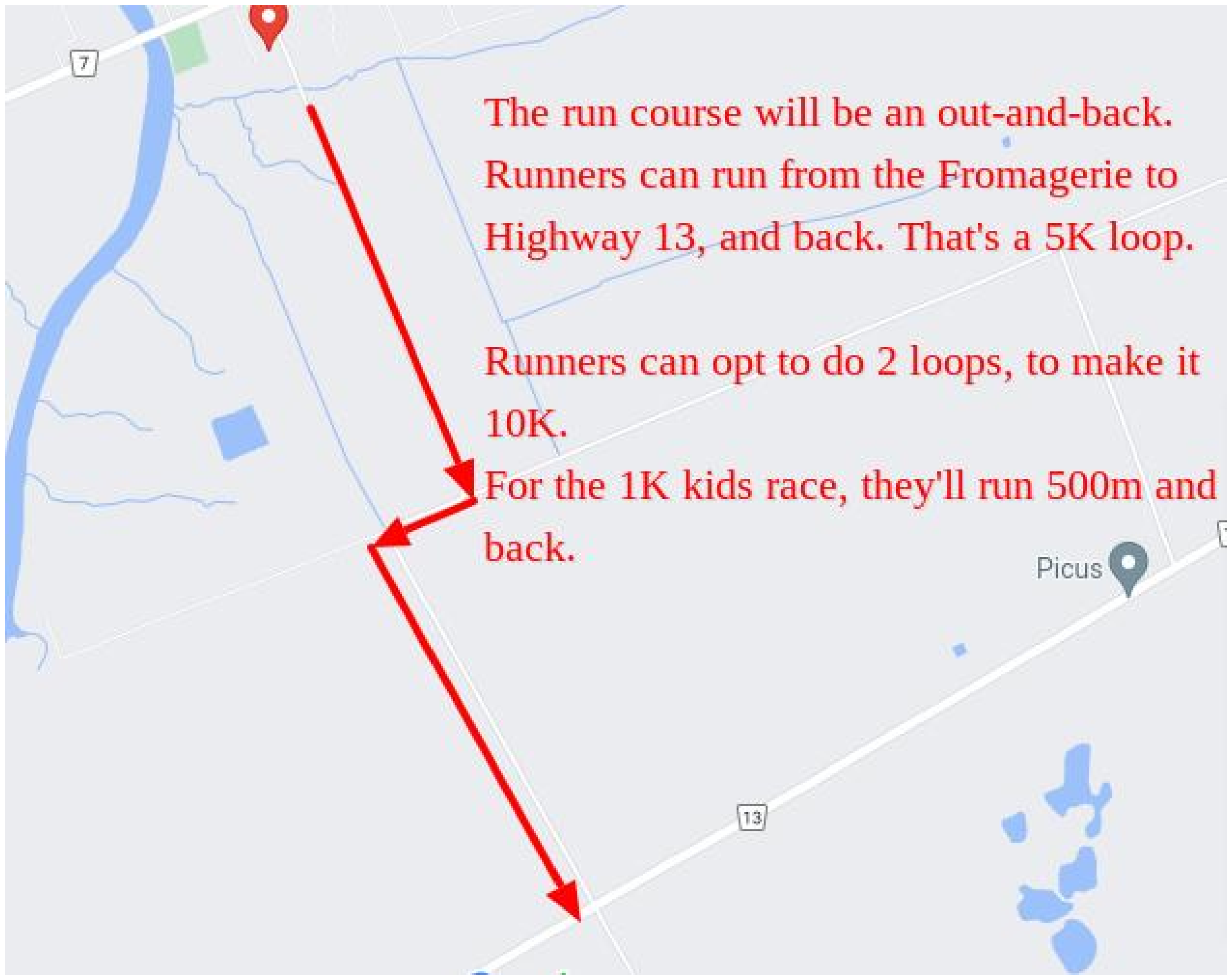
Rue Cayer

7

7

7

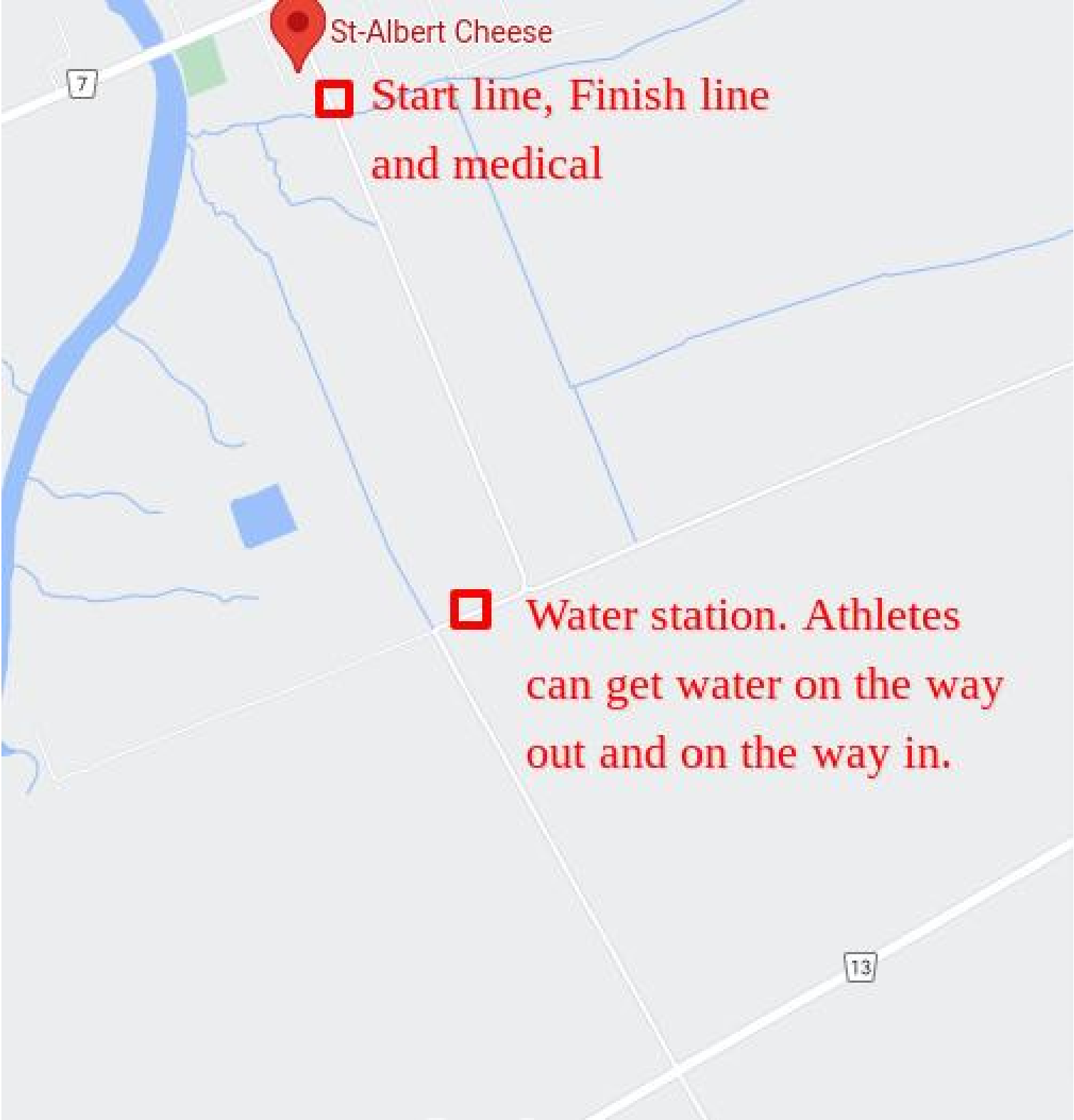
St



The run course will be an out-and-back. Runners can run from the Fromagerie to Highway 13, and back. That's a 5K loop.

Runners can opt to do 2 loops, to make it 10K.

For the 1K kids race, they'll run 500m and back.



St-Albert Cheese

The map shows a grey background with a blue river on the left and a road labeled '7' at the top left. A red location pin is placed at the top center, labeled 'St-Albert Cheese'. A red square marker is located below the pin, with text to its right. Another red square marker is located further down and to the right, with text to its right. A road labeled '13' is visible at the bottom right. A blue square is also visible in the lower-left quadrant of the map.

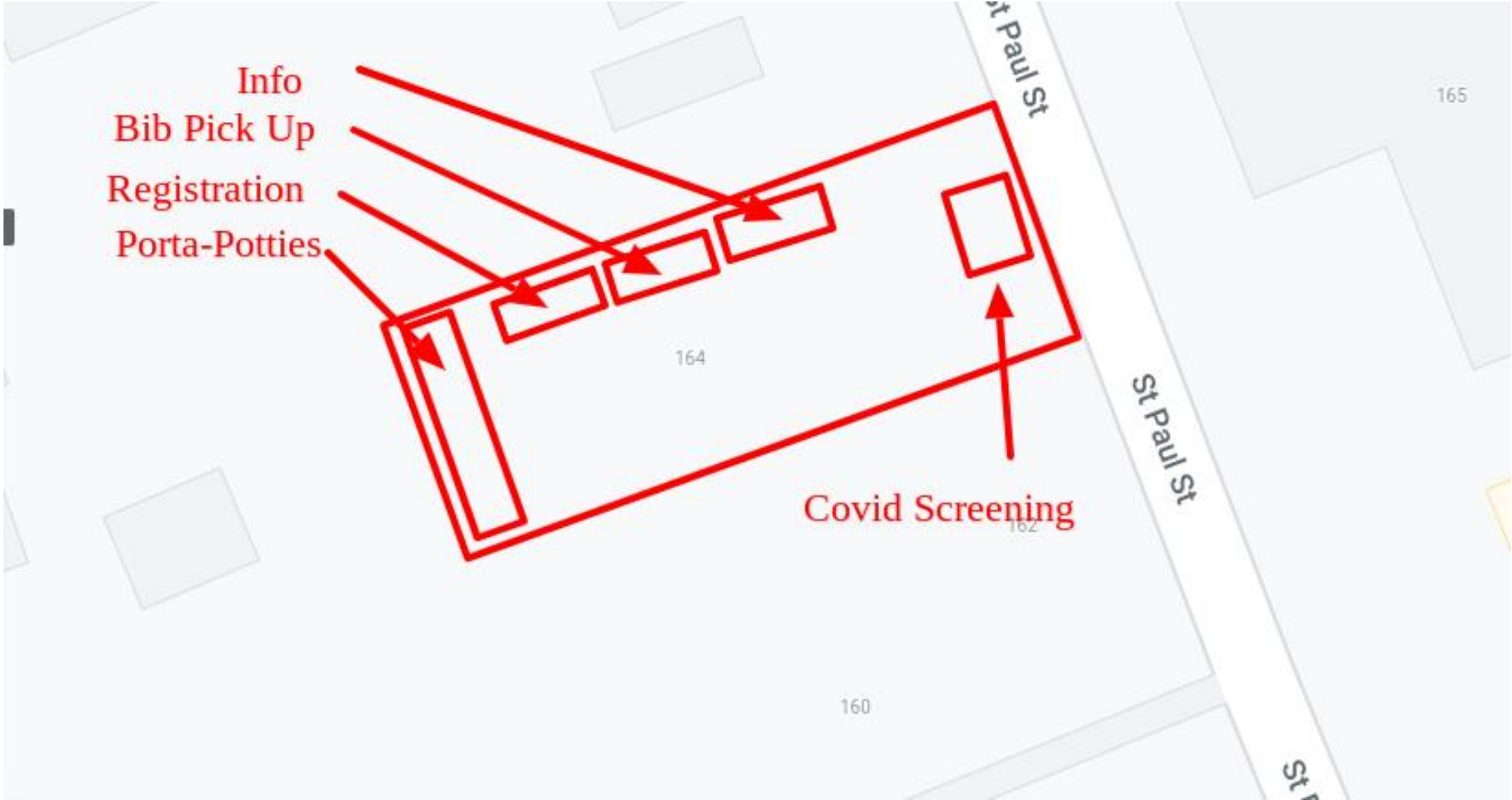
□ Start line, Finish line
and medical

□ Water station. Athletes
can get water on the way
out and on the way in.



Staging area. This will be the hub for our volunteers and staff.

St-Albert Cheese





Hard Closure

Cambridge Boundary Rd

Benoit Rd

Finch Cambridge Boundary Rd



Courville Rd

Hard Closure

13

Hard Closure

13

Courville Rd



Finch Cambridge Boundary Rd

Hard Closure

Finch Cambridge Boundary Rd

St Paul St

Hard Closure

Finch Cambridge Boundary Rd

Courville Rd

Soft Closure with signage saying "local traffic only"

St-Albert Market

Guid...
- Centre

Abattoir
cher shop

Canada Post

Studio Vinelle

École élémentaire
catholique Saint-Albert...

Coiffure Fusion
Hair Studio

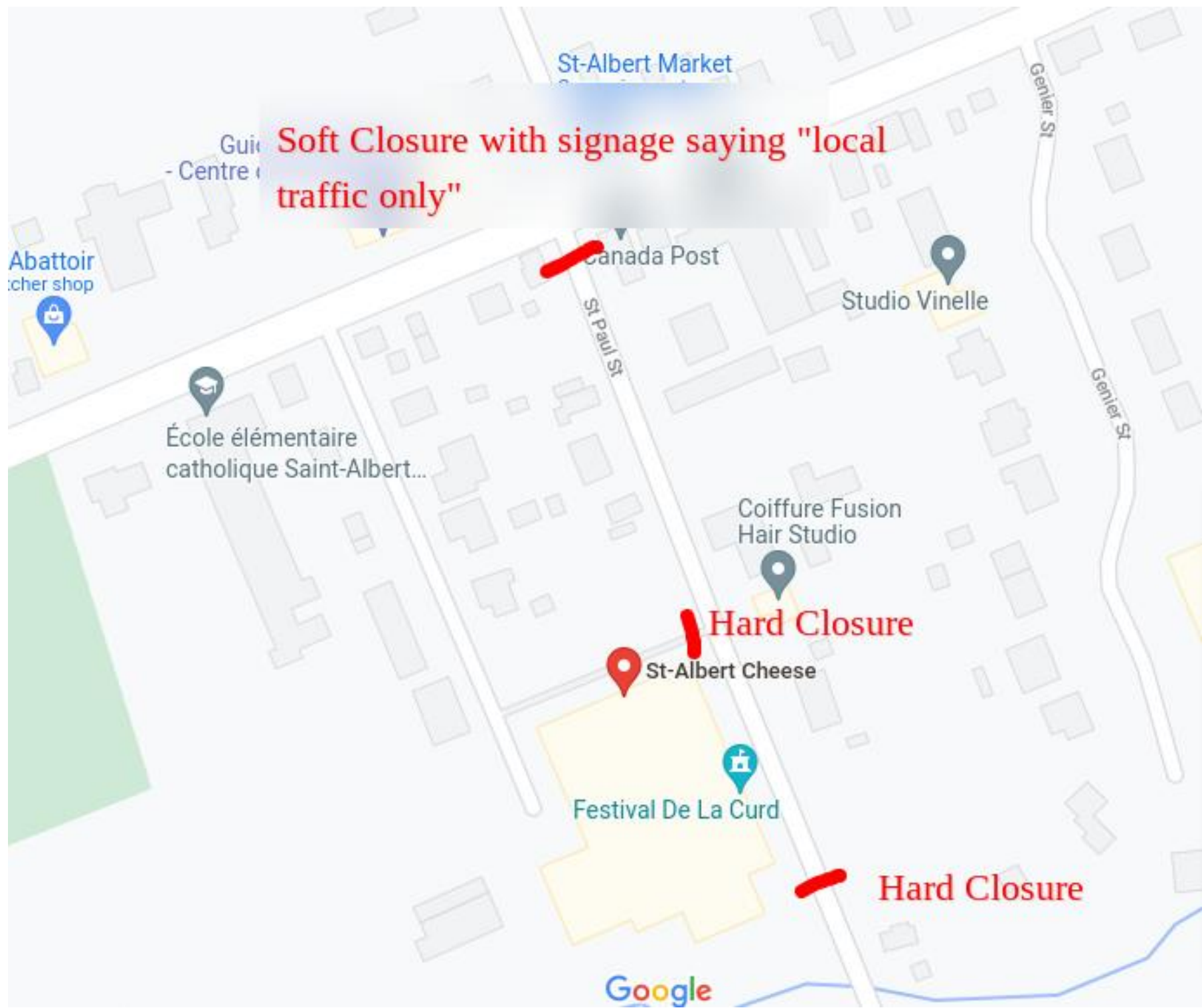
Hard Closure

St-Albert Cheese

Festival De La Curd

Hard Closure

Google



Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2022-01-06

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Hawkesbury General Hospital	Hawkesbury	COVID	COVID	2022-01-03		2022-01-03
Sandfield Place	Cornwall	COVID	COVID	2022-01-03		2022-01-03
Glengarry Memorial Hospital	Alexandria	COVID	COVID	2022-01-02		2022-01-03
Valoris Le domaine - Casselman	Casselman	COVID	COVID	2022-01-02		2022-01-03
Jardins Belle Rive	Rockland	COVID	COVID	2021-12-31		2021-12-31
Place Mont Roc	Hawkesbury	COVID	COVID	2021-12-31		2021-12-31
Residence Prescott-Russell	Hawkesbury	COVID	COVID	2021-12-31		2021-12-31
Foyer St Jacques Nursing Home	Embrun	COVID	COVID-19	2021-12-29		2021-12-29
Woodland Villa	Long Sault	COVID	COVID-19	2021-12-28		2021-12-28
Centre d'Accueil Roger Séguin	Clarence-Creek	COVID	COVID-19	2021-12-27		2021-12-27
Heritage Heights	Cornwall	COVID	COVID-19	2021-12-27		2021-12-27
Foyer St-Viateur Nursing Home	Limoges	COVID	COVID-19	2021-12-26		2021-12-26
Heritage Lodge	Vankleek Hill	COVID	COVID-19	2021-12-24		2021-12-24
St-Joseph's continuing care	Cornwall	Respiratoire	Rhinovirus	2021-12-19	2021-12-29	2021-12-29
Lancaster Long Term Care	Lancaster	Entérique	Norovirus	2021-12-15	2021-12-24	2021-12-24
Dundas Manor	Winchester	Respiratoire	Inconnu	2021-12-02	2021-12-22	2021-12-22

Définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement

À partir du 7 avril 2021, la définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés en laboratoire (résidents, personnel ou visiteurs), dans une période de 14 jours, lesquels sont reliés par un lien épidémiologique où il est raisonnable de croire qu'au moins une personne peut avoir contracté l'infection à l'établissement.

Activité grippale dans la région

Aucun cas d'influenza et flambées est signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)
- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
- [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)



CORNWALL • ALEXANDRIA • CASSELMAN • HAWKESBURY • ROCKLAND • WINCHESTER

www.EOHU.ca • 1 800 267-7120 • www.BSEO.ca



December 16, 2021

In This Issue

- Joint Annual Memorandum of Understanding Statement.
- *Conservation Authorities Act* Phase 1 Regulations webinar recording.
- Excess soil regulation changes - AMO Webinar recording available.
- Invitation to submit EOI for the acquisition/lease of land in Ontario.
- Housing Supply Challenge Round 3 launching in January.
- Housing Accelerator Fund and Rent-to-Own Program.
- New dates added for AMO's Navigating Conflict for Elected Officials training.
- Update on the 2022 AMO Annual General Meeting and Conference.
- ROMA Conference keynote - Dr. Bruce Lourie.
- ROMA Conference - Submit your questions for the Michael J. Smither Question Box.
- Let Canoe procure for you.
- Register to vote in the 2022 Ontario Municipal and School Board Elections.
- Careers: Orillia, Dutton Dunwich and MMAH.

AMO

AMO and the Province of Ontario released the 2020/21 [Joint Annual Memorandum of Understanding Statement \[FR\]](#). The Joint Statement provides an update of some of the activities and accomplishments under the MOU during 2020 and 2021.

A recording of the recent webinar on *Conservation Authorities Act* Phase 1 Regulations provided jointly by Conservation Ontario and AMO is available [here](#).

AMO hosted a webinar on December 3rd to discuss changes to the On-Site and Excess Soil Management Regulation (O. Reg 406/19) that come into effect on January 1, 2022. You can view the recording [here](#).

Provincial Matters

CBRE Limited, on behalf of Infrastructure Ontario (IO), is inviting interested parties to propose land sites across Ontario to set up a science complex with laboratory,

ancillary office space, storage, and fleet/equipment management facilities. More details [here](#).

Federal Matters

Applications to the [Northern Access Round of the Housing Supply Challenge](#) open January 12. Applicants are invited to submit solutions for improving the housing supply chain in northern and remote regions.

Municipalities and others are called to [share ideas](#) for the Housing Accelerator Fund and Rent-to-Own program by January 31, 2022. These programs aim to contribute to effective housing solutions.

Eye on Events

AMO's in demand training on skills for elected officials to navigate conflict relations is available for two more sessions in 2022. Sign up for the February 16/17th or April 6/7th sessions [here](#). Limited seats available.

The AMO 2022 Annual General Meeting and Conference will be held in-person August 14-17, hosted by the City of Ottawa. Details on registration, hotel bookings, program, sponsorship and exhibitor packages will be available in February 2022. Please watch the [AMO conference website](#) for updates.

Dr. Bruce Lourie, influential environmental policy expert and bestselling author will discuss cutting to the chase to manage climate risk and transitioning to a net-zero economy, the role of science in policy. You can view the Conference program [here](#), and register [here](#).

ROMA continues the tradition of hosting the Michael J. Smither Question Box Panel. Registered delegates can submit questions in advance of the conference [here](#).

LAS

The [Canoe Procurement Group](#) simplifies the purchasing process and saves money. We conduct a full procurement on behalf of all municipalities in Ontario, saving you the time of doing your own. Through bulk purchase contracts you can reduce the cost of almost anything you need for your municipal operations. [Contact Tanner](#) to learn more.

Municipal Wire*

The upcoming year will be a busy one for Ontario voters, with the Ontario Provincial Election and Municipal and School Board Elections happening just a few months apart. Make sure you are on the list to vote in the 2022 Municipal and School Board

Elections on October 24. Register at voterlookup.ca. Download [Toolkit](#).

Careers

Accounting Supervisor/Junior Financial Analyst - City of Orillia. Role is to oversee and supervise all aspects of Accounts Receivables and Accounts Payables including invoicing, collections, payments, appropriate authorizations, internal controls, and timely, accurate processing. Interested applicants are invited to apply by January 7th, 2022 at noon.

Senior Financial Planning Analyst - City of Orillia. The role is to participate in the development and implementation of policies / procedures and internal control processes reflecting industry best practice. Interact with the City leaders on non-compliance for appropriate resolution. Interested applicants are invited to apply by January 7th, 2022 at noon.

Director of Business Development - City of Orillia. Reporting to the Chief Administrative Officer (CAO), the Director of Business Development provides leadership, overall direction, management and administration of functions associated with business development, culture and tourism. Apply online by January 7, 2022.

Building Inspector - Municipality of Dutton Dunwich. The successful applicant will be responsible to perform all statutory duties in accordance with the Ontario Building Code, *Building Code Act* and various other Acts/legislation and applicable law consistent with established policies, practices and procedures. Interested and qualified candidates are requested to submit a detailed resume and cover letter by December 28, 2021 to kmorreau@duttondunwich.on.ca.

Team Lead, Program Financial Management - Ministry of Municipal Affairs and Housing. The Ministry is seeking experienced individuals to join their team, to lead and coordinate the financial management, controllership and administration responsibilities for all financial and business processes relating to funding for housing and homelessness programs. Please apply online by December 31, 2021.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

AMO Watch File Tel: 416.971.9856

Conferences/Events
Policy and Funding Programs
LAS Local Authority Services
MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario
ONE Investment
Media Inquiries Tel: 416.729.5425
Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





December 23, 2021

*Everyone at AMO wishes you, your friends and family,
and your community a happy and safe holiday season!*

In This Issue

- AMO office closure during the holidays.
- Housing Supply Challenge Round 3 launching in January.
- Housing Accelerator Fund and Rent-to-Own Program.
- ROMA Conference: Submit your questions for the Michael J. Smither Question Box.
- 4 easy steps to using LAS' Canoe Procurement Group in 2022.
- Hydro One's updated Emergency Contact information.
- Register to vote in the 2022 Ontario Municipal and School Board Elections.
- Careers: AMO, Niagara Region, Grimsby, Waterloo and Simcoe.

AMO

The AMO Office will be closed from the afternoon of December 24 to January 3, 2022 and will re-open on January 4, 2022. The next issue of the WatchFile will be on January 6, 2022.

Federal Matters

Applications to the [Northern Access Round of the Housing Supply Challenge](#) open January 12. Applicants are invited to submit solutions for improving the housing supply chain in northern and remote regions.

Municipalities and others are called to [share ideas](#) for the Housing Accelerator Fund and Rent-to-Own program by January 31, 2022. These programs aim to contribute to effective housing solutions.

Eye on Events

ROMA continues the tradition of hosting the Michael J. Smither Question Box Panel.

Registered delegates can submit questions in advance of the conference [here](#).

LAS

Do these 4 easy steps to buy items through [Canoe](#) next year: (1) Make sure your purchasing by-law allows for group buying. (2) Post a [Notice of Participation](#) on your procurement website. (3) Send LAS your [opt-in form](#). (4) Contact any of the [many vendors](#) and mention you want to buy through the Canoe! Questions? Contact [Tanner Watt](#) for more info.

Municipal Wire*

Hydro One's after-hours emergency contact number for elected officials is changing, effective January 1, 2022. For more information click [Hydro One Contact](#).

The upcoming year will be a busy one for Ontario voters, with the Ontario Provincial Election and Municipal and School Board Elections happening just a few months apart. Make sure you are on the list to vote in the 2022 Municipal and School Board Elections on October 24. Register at [voterlookup.ca](#). Download [Toolkit](#).

Careers

[Advisor, Municipal Engagement - AMO](#). Interested in working for one of Canada's most influential public policy advocacy organizations? Is community building and advancing the interests of municipal government appealing to you? Are you interested in supporting AMO in its efforts to deliver premier events and training and to advance diversity and equity objectives in local government? AMO is seeking an Advisor, Municipal Engagement. Interested candidates please apply in confidence to: careers@amo.on.ca by January 11, 2022.

[Claims Examiner - Niagara Region](#). Reporting to the Risk Management Program Manager, the Claims Examiner is responsible for the administration of claims, including claim response, assessment, defense, settlement negotiation, and the disposing of claims. Closing date: January 10, 2022.

[Director of Finance/Treasurer - Town of Grimsby](#). As the most senior financial position in the administration, and primary advisor to the CAO and Council, the Director is a critical position that brings visionary leadership, proven financial expertise and a strong commitment to teamwork. Submit your application, in confidence, by noon (12 PM) on January 24, 2022, to the attention of [Harry Schlange](#), Chief Administrative Officer. For a full job description, please visit [career opportunities](#).

[Manager, Diversity, Equity and Belonging - Region of Waterloo](#). As the Manager of Diversity, Equity and Belonging, you will support the Region in fostering, encouraging,

and achieving a culture of DEB through the development and implementation of programs, processes, and services. Apply [online](#) by January 10, 2022.

Manager, Health System Planning & Integration - County of Simcoe. Reporting to the Director, Performance, Quality & Development, the manager is responsible for advocacy and integration of County of Simcoe Health Services, leading collaborative program opportunities and monitoring of strategic initiatives in consideration of; provincial programs/models, funding opportunities, gaps in current service delivery and local health team initiatives. Apply [online](#) by January 16, 2022.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watch File](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#) Tel: 416.729.5425

[Municipal Wire](#), [Career/Employment](#) and [Council Resolution Distributions](#)

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)



January 6, 2022

In This Issue

- ?AMO's newest policy updates and calls to action.
- ?Excess soil regulation changes now in effect.
- ROMA Conference Ministers' Forum: Deadline to submit questions is January 14.
- ROMA Conference: Register by January 20.
- Blog: LAS' Business and data analytics intern.
- Using LAS this year? Don't forget to do this.
- Canoe webinar: Cutting edge solutions from Sharp Electronics.
- Careers: AMO, Brampton, Greater Sudbury and Waterloo.

AMO Matters

Yesterday's Policy Update included two Calls to Action (Joint & Several Liability and CN's compliance with the *Drainage Act*) and updates on issues of municipal concern, including health care, housing, and cannabis. Click [here](#) for more details.

Provincial Matters

On-Site and Excess Soil Management Regulation (O. Reg 406/19) came into effect on January 1, 2022. You can review the webinar AMO hosted on the changes [here](#).

Eye on Events

The deadline to submit your questions for the two Ministers' Forums at this year's ROMA conference is **January 14 by 12 pm**. As a registered conference delegate and municipally elected official take the opportunity to submit questions [here](#).

ROMA 2022: Rural Opportunities virtual conference offers two full days of engaging keynotes, addresses from key ministers and party leaders, concurrent session discussions on timely issues, and opportunities to connect with colleagues from across the province. Full details [here](#).

LAS

What's it really like being an intern at LAS? Read our [latest blog](#) written by Edward Kwan who worked as a Business & Data Analytics intern during the fall term.

If you plan on using one or more [cooperative programs](#) from LAS this year, don't forget to post your [Notice of Participation](#). This ensures your purchasing department remains in compliance with trade agreements.

Sharp Electronics is one of the leading suppliers of printers, multifunction devices, displays and more. Join the LAS webinar on January 26 at 11 am to hear how your offices can benefit from this [Canoe contract](#). Be sure to [register here](#).

Careers

[Advisor, Municipal Engagement - AMO](#). Interested in working for one of Canada's most influential public policy advocacy organizations? Is community building and advancing the interests of municipal government appealing to you? Are you interested in supporting AMO in its efforts to deliver premier events and training and to advance diversity and equity objectives in local government? AMO is seeking an Advisor, Municipal Engagement. Interested candidates please apply in confidence to: careers@amo.on.ca by January 11, 2022.

[Supervisor, Court Operations & Administration - City of Brampton](#). Reporting to the Manager, Court Administration, this role is responsible to coordinate the daily operation and administration of the Courthouse by providing leadership, supervision and coordination of Court staff. Applications must be received by: January 14, 2022.

[Co-ordinator of Special Operations - City of Greater Sudbury](#). Develop and co-ordinate CGS's Emergency Management Program in line with emergency management best practices and legislative requirements. Qualified candidates should submit their résumé by January 17, 2022 to hrjobs@greatersudbury.ca.

[Commissioner, Community Services - Region of Waterloo](#). Reporting to the CAO, you will establish corporate strategic priorities for the Region and ensure that Departmental initiatives and programs are integrated and aligned with these priorities. To apply for this position, please visit [here](#) by February 4, 2022.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

AMO Watch File Tel: 416.971.9856

Conferences/Events

Policy and Funding Programs

LAS Local Authority Services

MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario

ONE Investment

Media Inquiries Tel: 416.729.5425

Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





CHRISTINE TARLING
Director of Legislated Services & City Clerk
Corporate Services Department
Kitchener City Hall, 2nd Floor
200 King Street West, P.O. Box 1118
Kitchener, ON N2G 4G7
Phone: 519.741.2200 x 7809 Fax: 519.741.2705
christine.tarling@kitchener.ca
TTY: 519-741-2385

December 1, 2021

The Right Honourable Justin Trudeau
Prime Minister of Canada
80 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0A2

Dear Prime Minister:

This is to advise that City Council, at a meeting held on November 22, 2021, passed the following resolution regarding conversion therapy:

"WHEREAS Conversion practices or conversion “therapy” (also known as “reparative therapy”, “reintegrative therapy” or “aversiontherapy”) include any treatment, practice, or sustained effort that has the intended effect of denying, repressing, discouraging or changing a person’s non-heterosexual sexual orientation, noncisgender gender identity or gender expression, or any behaviours associated with a gender other than the person’s sex assigned at birth; and,

WHEREAS all such practices are unscientific, dangerous and proven to cause harm to their victims; and,

WHEREAS such practices are opposed by more than 50 professional associations, including the Canadian Association the Canadian Association of Social Workers, Canadian Psychiatric Association, Canadian Professional Association for Transgender Health, Canadian Psychological Association, College of Registered Psychotherapists of Ontario, as well as the United Nations and World Health Organization; and,

WHEREAS Bill C-6-2020, An Act to Amend the Criminal Code (Conversion Therapy), which proposed five conversion therapyrelated offences, was an historic piece of legislation preceded by decades of advocacy by conversion practice survivors, that progressed to the second reading stage in the Senate before dying on the order paper when an election was called in August 2021; and,

WHEREAS several cities across Canada have adopted bylaws to prohibit conversion practices or are in the process of doing so, including the City of Kingston and the City of Thunder Bay in Ontario; and,

WHEREAS the City has adopted a Strategic Plan with a theme of being a “Caring Community”, which includes a commitment to supporting our diverse populations, including the removal of social stigmas and where possible being more equitable and inclusive; and,

WHEREAS Kitchener continues to seek opportunities to demonstrate leadership in making all those within our community feel equal and included;

THEREFORE BE IT RESOLVED that Kitchener City Council formally denounce conversion practices as dangerous and harmful, perpetuating myths and stereotypes about sexual orientation and gender identity and expression; and,

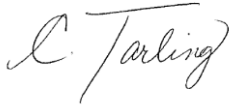
THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that the City of Kitchener request our Office of Equity, Anti-Racism and Indigenous Initiatives explore ways to support conversion therapy survivors and those at risk; and,

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that Kitchener City Council direct City staff to continue to monitor legislative developments at the federal and/or provincial orders of government pertaining to conversion therapy, and in conjunction with any actions taken by them and our regional and municipal partners locally, bring a report to Council outlining any further legislative and/or policy actions which may be contemplated by the municipality to further prohibit conversion practices, and,

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that a copy of this resolution be forwarded to the Right Honourable Prime Minister of Canada, Minister of Housing, and Diversity and Inclusion, Minister of Justice, Minister for Women and Gender Equality and Youth, and area Members of Parliament urging creation of a new bill within the first 100 days of their mandate which will include a “no consent” provision to protect Canadians of all ages; and,

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that a copy of this resolution be forward to the Honourable Premier of Ontario, area Members of Provincial Parliament, the Association of Municipalities of Ontario, and all other municipalities in Ontario encouraging both the Province and other municipalities to also formally denounce and take action to prohibit conversion practices against all persons regardless of age."

Yours truly,

A handwritten signature in cursive script that reads "C. Tarling".

C. Tarling
Director of Legislated Services
& City Clerk

- c: Hon. Ahmed Hussen, Minister of Housing, Diversity and Inclusion
- Hon. David Lametti, Minister of Justice
- Hon. Marci Ien, Minister for Women and Gender Equality and Youth
- Hon. Doug Ford, Premier of Ontario
- Tim Louis, MP (Kitchener-Conestoga)
- Raj Saini, MP (Kitchener Centre)
- Marwan Tabbara, MP (Kitchener South-Hespeler)
- Laura Mae Lindo, MPP (Kitchener Centre)
- Mike Harris, MPP (Kitchener Conestoga)
- Amy Fee, MPP (Kitchener South-Hespeler)
- Monika Turner, Association of Municipalities of Ontario
- Ontario Municipalities



MUNICIPALITY OF SHUNIAH

COUNCIL RESOLUTION

Resolution No.: 430-21

Date: Dec 14, 2021

Moved By: *[Signature]*

Seconded By: *[Signature]*

THAT Council hereby supports the attached resolution from the City of Kitchener regarding Bill C-6-2020, An Act to Amend the Criminal Code (Conversion Therapy); and

BE IT RESOLVED that a copy of this resolution be forwarded to the Premier of Ontario Honourable Doug Ford, area Members of Provincial Parliament, local MP's and MPP's, the Association of Municipalities of Ontario, and all other Ontario municipalities.

Carried

Defeated

Amended

Deferred

Wendy Landry
Signature

Municipality of Shuniah, 420 Leslie Avenue, Thunder Bay, Ontario, P7A 1X8



**THE CORPORATION OF THE CITY OF SARNIA
City Clerk's Department**

255 Christina Street N. PO Box 3018
Sarnia ON Canada N7T 7N2
519-332-0330 (phone) 519-332-3995 (fax)
519-332-2664 (TTY)
www.sarnia.ca clerks@sarnia.ca

December 16, 2021

The Right Honourable Justin Trudeau
Prime Minister of Canada
House of Commons
80 Wellington Street
Ottawa, ON K1A 0A2

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building
Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1

RE: "Catch and Release" Justice

At its meeting held on December 13, 2021, Sarnia City Council adopted the following resolution with respect to "Catch and Release Justice":

That the City of Sarnia send a letter to the Federal and Provincial Governments requesting meaningful improvements to the current state of "catch and release" justice in the Ontario legal system. Police Services across Ontario are exhausting precious time and resources having to manage the repeated arrests of the same offenders, which in turn, is impacting their morale, and ultimately law abiding citizens who are paying the often significant financial and emotional toll of this broken system. This resolution should also be sent to other Municipalities throughout Ontario for their endorsement consideration; and

That the request also be referred to the Sarnia Police Services Board and be presented via AMO delegations for endorsement consideration.

Your consideration of this matter is respectfully requested.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Amy Burkhart', written in a cursive style.

Amy Burkhart
City Clerk

Cc: Bob Bailey, MPP
Marylyn Gladu, MP
All Ontario Municipalities



Par courriel

Le 15 décembre 2021

la Nation Municipalité
958 Route 500 West
Casselman, ON K0A 1M0

Objet : Plan de transition de la Conservation de la Nation Sud

Bonjour Maire François St. Amour,

J'espère que tout va bien. Vous trouverez ci-joint le plan de transition de la Conservation de la Nation Sud. Notre plan de transition définit les mesures que nous prendrons selon les exigences de la période de transition prévue par la Loi sur les offices de protection de la nature récemment modifiée.

Le plan de transition est transmis à chacune des municipalités partenaires de l'Office et est accessible au public sur notre site Web. Vous recevrez des plans de transition similaires de la part des autres offices de protection de la nature partenaires de votre municipalité.

Pour préparer les discussions futures, nous sommes en train de créer un inventaire des programmes et des services qui sera partagé au début de 2022. Il comprendra une estimation des coûts de chaque programme de la CNS en plus de les classer dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : Programmes et services obligatoires prescrits par la réglementation.

Catégorie 2 : Services municipaux

Catégorie 3 : Autres programmes et services du bassin versant financés par des ententes municipales de répartition des coûts.

La plupart des programmes et services actuels de la CNS font partie des programmes et services prescrits par la réglementation (catégorie 1) et des services municipaux (catégorie 2). Un petit nombre de programmes que la CNS offre depuis des décennies au profit des résidents du bassin versant devraient faire partie de la catégorie 3.

Nous vous invitons à consulter l'avis de décision du registre environnemental du ministère de l'Environnement, de la Conservation et des Parcs pour obtenir des renseignements généraux sur les modifications apportées à la Loi sur les offices de protection de la nature et à son règlement d'application. Vous trouverez également de plus amples renseignements sur le site Web de l'Association des municipalités de l'Ontario, notamment des fiches d'information à l'intention des municipalités.



SOUTH NATION
CONSERVATION
DE LA NATION SUD

La CNS continuera de vous tenir au courant des étapes clés et, bien sûr, nous sommes impatients de travailler avec vous en 2022 et 2023.

Comme toujours, veuillez communiquer avec notre bureau si vous avez des questions ou si vous souhaitez demander une présentation à votre conseil.

Sincèrement,

George Darouze,
Président.

CC : Le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
Mme. Josée Brizard, Directrice générale/Greffière

Ci-joint : Plan de transition de la Conservation de la Nation Sud - 18 novembre 2021



Via Email

December 15th, 2021

Township of Nation
958 Route 500 West
Casselman, ON K0A 1M0

Re: South Nation Conservation Transition Plan

Dear Mayor François St. Amour,

I hope all is well. Please find enclosed South Nation Conservation's Transition Plan. Our Transition Plan identifies steps we will take to align with transition period requirements under the recently amended *Conservation Authorities Act*.

The Transition Plan is being shared with each of the Authority's partner municipalities and is publicly available on the Authority's website. You will receive similar Transition Plans from your municipality's other conservation authority partners.

To prepare for future discussions, we are creating a programs and service inventory to be shared in early 2022. The inventory will include a cost estimate of each SNC program in addition to placing them under one of the following categories:

- Category 1: Mandatory programs and services prescribed by regulation
- Category 2: Municipal services
- Category 3: Other watershed programs and services funded via municipal cost apportioning agreements.

Most of SNC's current programs and services reside within those prescribed by regulation (Category 1) and municipal services (Category 2). A small number of programs SNC has delivered for decades for the benefit of watershed residents are expected to reside under Category 3.

We invite you to review the Ministry of Environment, Conservation and Parks' environmental registry [decision notice](#) for background information on the changes to the *Conservation Authorities Act* and regulations. More information is also found on the Association of Municipalities Ontario [website](#), including fact sheets for municipalities.

SNC will continue to keep you updated at key milestones and of course we look forward to working with you in 2022 and 2023.





SOUTH NATION
CONSERVATION
DE LA NATION SUD

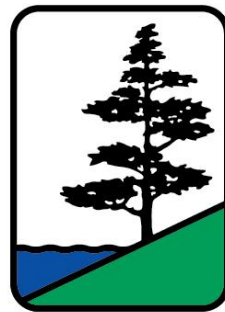
As always, please contact our office if you have any question or would like to request a presentation to your Council.

Sincerely,

George Darouze,
Chair.

CC: The Ministry of Environment, Conservation and Parks
 Ms. Josée Brizard, CAO/Clerk

Attached: South Nation Conservation Transition Plan - November 18, 2021



SOUTH NATION
CONSERVATION
DE LA NATION SUD

Transition Plan

**Pursuant to Section 21.1.4 of the
Conservation Authorities Act, R.S.O. 1990, c. C.27**

Ontario Regulation 687/21:
Transition Plans and Agreements for Programs and Services under
Section 21.1.2 of the Act

November 18, 2021



Revision No.	Board Approval Date	Details
1	November 18, 2021	Resolution BD-197/21



Introduction

This Transition Plan identifies the steps South Nation Conservation (“SNC”) will undertake to meet phase 1 and phase 2 transition period requirements prescribed under Section 21.1.2 of the *Conservation Authorities Act* (the “Act”) and Ontario Regulation 687/21.

A timeline of SNC’s undertakings is shown at Appendix “A”.

SNC intends to implement all regulatory requirements by the 2024 SNC Budget.

Inventory of Programs and Services

SNC will prepare a programs and services inventory by February 28, 2022. The inventory will contain an estimate of the annual cost of each program and service and categorize them as follows:

- Category 1: Mandatory programs and services prescribed by regulation
- Category 2: Municipal services
- Category 3: Other watershed programs and services funded via municipal cost apportioning agreements.

A copy of the inventory will be circulated to all member municipalities and stakeholders identified in Appendix “B”. SNC will maintain a record of the municipalities circulated and will provide a copy of said record and the inventory to the Ministry of Environment, Conservation and Parks (“MECP”). SNC may make changes to the inventory from time to time. SNC will record any changes in the subsequent progress report to MECP.

Municipal Service Agreements (Category 2)

SNC delivers a variety of services to individual member municipalities via duly executed agreements. Procedures for entering into and maintaining said agreements exceed requirements as prescribed in the Act and regulations.

Municipal Cost Apportioning Agreements (Category 3)

Following circulation of the Programs and Services Inventory, SNC will consult with member municipalities to develop cost apportioning agreements to finance Category 3: Other Watershed Programs. These agreements will be in place prior to January 1, 2024.



Conservation Authority Partner Co-ordination

SNC will work closely with neighbouring, partner conservation authorities to ensure shared member municipalities receive consistent communication and uninterrupted services.

Circulation

A copy of this Transition Plan shall be shared with each member municipality, MECP, and stakeholders identified in Appendix “B” by December 31, 2021. A copy of the Transition Plan will be made available on the Authority’s website.

Consultation

SNC continues its commitment to ongoing and open communication with its partners and stakeholders. Staff and the Executive will make themselves available to municipal councils and municipal staff upon request.



Appendix “A”

Timeline

Transition Period Phase 1	
Deliverables	Due
Circulate Transition Plan to member municipalities and MECP	Dec. 31, 2021
Transition Plan available to the public	Dec. 31, 2021
Programs and Services Inventory reviewed and approved by the Board of Directors	Feb. 28, 2022
Circulate Inventory to member municipalities and MECP	Feb. 28, 2022
Transition Period Phase 2	
Deliverables	Due
Consult with member municipalities regarding cost apportioning agreements	Throughout
Consult with neighbouring conservation authorities	Throughout
Reports to MECP	July 1, 2022 Oct. 1, 2022 Jan. 1, 2023 April 1, 2023 July 1, 2023 Oct. 1, 2023
Request transition period extension (if necessary)	Oct. 1, 2023
Municipal cost apportionment agreements in place	Jan. 1, 2024
Final Report to MECP	Jan. 31, 2024



Appendix “B”

Stakeholder Notice List

Member Municipalities

- Township of Alfred and Plantagenet
- Augusta Township
- Municipality of Casselman
- Township of Champlain
- City of Clarence Rockland
- Township of Edwardsburgh Cardinal
- Township of Elizabethtown-Kitley
- The Nation Municipality
- Township of North Dundas
- Township of North Glengarry
- Municipality of North Grenville
- Township of North Stormont
- City of Ottawa
- Township of Russell
- Municipality of South Dundas
- Township of South Stormont

Partner Counties

- United Counties of Leeds and Grenville
- United Counties of Prescott and Russell
- United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry

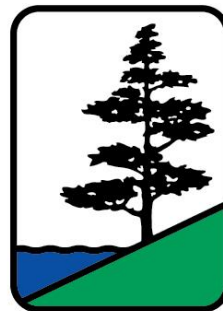
South Nation Source Protection Area

- East Hawkesbury Township
- City of Hawkesbury
- Town of Prescott

Building Code Part 8 - Private Septic Systems

- City of Cornwall

Ministry of Environment, Conservation and Parks



SOUTH NATION
CONSERVATION
DE LA NATION SUD

Plan de transition

**En vertu de l'article 21.1.4 de la
Loi sur les offices de protection de la nature, L.R.O. 1990, chap. C.27**

Règlement de l'Ontario 687/21 :
Plans et ententes de transition pour les programmes et services en
vertu de l'article 21.1.2 de la Loi

18 novembre 2021



Numéro de révision	Date d'approbation du Conseil	Détails
1	18 novembre 2021	Résolution BD-197/21



Introduction

Le présent plan de transition définit les étapes que la Conservation de la Nation Sud (« CNS ») entreprendra pour satisfaire aux exigences de la phase 1 et de la phase 2 de la période de transition prescrite en vertu de l'article 21.1.2 de la *Loi sur les offices de protection de la nature* (la « Loi ») et du Règlement 687/21 de l'Ontario.

Un calendrier des engagements de la CNS est présenté à l'annexe A.

La CNS a l'intention de mettre en œuvre toutes les exigences réglementaires d'ici son budget de 2024.

Inventaire des programmes et services

La CNS préparera un inventaire des programmes et services d'ici le 28 février 2022, qui contiendra une estimation du coût annuel de chaque programme et service et les classera dans les catégories suivantes :

- Catégorie 1 : Programmes et services obligatoires prescrits par la réglementation
- Catégorie 2 : Services municipaux
- Catégorie 3 : Autres programmes et services du bassin versant financés par des ententes municipales de répartition des coûts.

Une copie de l'inventaire sera distribuée à toutes les municipalités membres et aux parties prenantes identifiées à l'annexe « B ». La CNS tiendra un registre des municipalités auxquelles l'inventaire a été distribué et transmettra une copie dudit registre et de l'inventaire au ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (« MECP »). La CNS peut apporter des modifications à l'inventaire de temps à autre et consignera tout changement dans le rapport d'étape subséquent présenté au MECP.

Ententes de services municipaux (catégorie 2)

La CNS fournit une variété de services aux municipalités membres individuelles par le biais d'ententes dûment exécutées. Les procédures de conclusion et de maintien de ces ententes dépassent les exigences prescrites par la Loi et les règlements.

Ententes de répartition des coûts municipaux (catégorie 3)

Après la diffusion de l'inventaire des programmes et services, la CNS consultera les municipalités membres afin d'élaborer des ententes de répartition des coûts pour financer la catégorie 3 : Autres programmes relatifs au bassin versant. Ces ententes seront en place avant le 1er janvier 2024.



Coordination des partenaires de l'Office de protection de la nature

La CNS travaillera en étroite collaboration avec les offices de protection de la nature partenaires et voisins afin de garantir que les municipalités membres partageant ces services bénéficient d'une communication cohérente et de services ininterrompus.

Circulation

Une copie du présent plan de transition sera transmise à chaque municipalité membre, au MECP et aux parties prenantes identifiées à l'annexe B d'ici le 31 décembre 2021, et sera disponible sur notre site Web.

Consultation

La CNS poursuit son engagement envers une communication continue et ouverte avec ses partenaires et ses parties prenantes. Le personnel et l'exécutif se mettront à la disposition des conseils municipaux et du personnel municipal sur demande.



Annexe « A »

Calendrier

Période de transition - Phase 1	
Échéance des produits livrables	Date
Diffusion du plan de transition aux municipalités membres et au MECP	31 décembre 2021
Plan de transition disponible au public	31 décembre 2021
Inventaire des programmes et services examiné et approuvé par le Conseil d'administration	28 février 2022
Diffusion de l'inventaire aux municipalités membres et au MECP	28 février 2022
Période de transition - Phase 2	
Échéance des produits livrables	Date
Consulter les municipalités membres au sujet des ententes de répartition des coûts	Pendant toute la durée du projet
Consulter les offices de protection de la nature voisins	Pendant toute la durée du projet
Rapports au MECP	1er juillet 2022 1er octobre 2022 1er janvier 2023 1er avril 2023 1er juillet 2023 1er octobre 2023
Demande de prolongation de la période de transition (si nécessaire)	1er octobre 2023
Mise en place des ententes de répartition des coûts municipaux	1er janvier 2024
Rapport final au MECP	31 janvier 2024



Annexe « B »

Liste des parties prenantes recevant des avis

Municipalités membres

- Canton d'Alfred et Plantagenet
- Canton d'Augusta
- Municipalité de Casselman
- Canton de Champlain
- Cité de Clarence-Rockland
- Canton d'Edwardsburgh-Cardinal
- Canton d'Elizabethtown-Kitley
- Municipalité de La Nation
- Canton de North Dundas
- Canton de North Glengarry
- Municipalité de North Grenville
- Canton de North Stormont
- Ville d'Ottawa
- Canton de Russell
- Municipalité de South Dundas
- Canton de South Stormont

Comtés partenaires

- Comtés unis de Leeds et Grenville
- Comtés unis de Prescott et Russell
- Comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry

Zone de protection des sources de la Nation Sud

- Canton de Hawkesbury Est
- Ville de Hawkesbury
- Ville de Prescott

Code du bâtiment, partie 8 - Systèmes septiques privés

- Ville de Cornwall

Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs



December 15, 2021

The Honorable Doug Ford
Premier of Ontario
Premier's Office
Room 281, Legislative Building
Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1

Dear Premier Ford:

RE: Province-Wide Assessment Update

The Council of the Corporation of Tay Valley Township at its Council meeting on December 14th, 2021 adopted the following resolution:

RESOLUTION #C-2021-12-20

“WHEREAS, the government of Ontario recently announced the continued postponement of the province-wide assessment update for the 2022 and 2023 taxation years;

AND WHEREAS, this means that property values will continue to be based on the January 1, 2016 valuation date until at least 2024;

AND WHEREAS, the Municipality of Tay Valley Township is aware of the important increase in property values throughout the province and within its own jurisdiction;

AND WHEREAS, the continued postponement of property valuation translates into a significant loss of taxation revenue for Municipalities;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT, the Council of Tay Valley Township urges the government of Ontario to reconsider its decision and to direct MPAC to proceed with a province-wide assessment update in order for Ontario Municipalities to be able to collect property taxes based upon actual property values;

AND BE IT FURTHER RESOLVED THAT, a copy of this resolution be forwarded to the Premier of Ontario, Scott Reid, MP, Randy Hillier, MPP, MPAC, AMO and to all Ontario municipalities.”

If you require any further information, please do not hesitate to contact the undersigned at (613) 267-5353 ext. 130 or clerk@tayvalleytwp.ca.

Sincerely,



Amanda Mabo, Acting CAO/Clerk

cc: Scott Reid, MP, Lanark – Frontenac – Kingston
Randy Hillier, MPP, Lanark – Frontenac - Kingston
Municipal Property Assessment Corporation (MPAC)
Association of Municipalities of Ontario (AMO)
All Ontario Municipalities

**Ministry of
Municipal Affairs
and Housing**

Office of the Minister
777 Bay Street, 17th Floor
Toronto ON M7A 2J3
Tel.: 416 585-7000

**Ministère des
Affaires municipales
et du Logement**

Bureau du ministre
777, rue Bay, 17^e étage
Toronto ON M7A 2J3
Tél. : 416 585-7000



234-2022-61

Dear Head of Council:

The supply of housing in Ontario has not kept up with demand over the past decade and everyone has a role to play in fixing Ontario's housing crisis. More than ever, we need municipalities, non-profits and private industry to work with us to encourage the building of different kinds of housing – so that Ontario families have more affordable options.

To help support this important priority, I am pleased to provide you with an update on recent changes our government has made to help streamline and simplify Ontario's planning system.

Bill 13, the *Supporting People and Businesses Act, 2021*

Schedule 19 of Bill 13, the *Supporting People and Businesses Act, 2021* came into force December 2, 2021 upon royal assent.

Changes have been made to help streamline the planning system and, in some cases, help shorten approval timelines by providing municipal councils broader authority to allow more planning decisions to be made by committees of council or staff. Municipalities can now, subject to having appropriate official plan policies, delegate decisions dealing with minor amendments to zoning by-laws, such as temporary use by-laws and the lifting of holding symbols, should they choose to.

You can find more information about these changes on the Environmental Registry of Ontario ([019-4419](https://www.ontario.ca/environmental-registry)) and the Regulatory Registry ([21-MMAH025](https://www.ontario.ca/regulatory-registry)) and some frequently asked questions are provided below.

At this time, I encourage you to review and update your existing delegation policies and consider exercising this new authority to help streamline your decision-making processes, and free up council's valuable time to focus on other more strategic matters.

Bill 276, the *Supporting Recovery and Competitiveness Act, 2021*

As you know, we also recently made *Planning Act* changes related to control of the division of land, including subdivision control, plans of subdivision, consents and validations through Bill 276, the *Supporting Recovery and Competitiveness Act, 2021*, which received Royal Assent on June 3, 2021. I am writing to confirm that Schedule 24 of Bill 276 and associated regulations came into force on January 1, 2022.

We are proud to make these changes, which will help save time and money for those involved in the land division approval process, including municipalities, landowners, purchasers and some lease holders. Our changes will continue to protect Ontarians when they buy and sell property, while making the rules of subdivision control clearer and simpler.

Your municipality may wish to consider whether adjustments to your land division application and review processes to align with the changes would be beneficial.

More information about these changes and the feedback we received during our consultation can be found on the Environmental Registry of Ontario ([019-3495 and 019-3958](#)) and Regulatory Registry ([Proposal 21-MMAH008 and Proposal 21-MMAH015](#)). Some frequently asked questions are provided below. Any further questions about the changes to the *Planning Act* and related regulations can be directed to ProvincialPlanning@ontario.ca.

Sincerely,



Steve Clark
Minister

c: Chief Administrative Officer

FAQs

Schedule 19 (Planning Act) to Bill 13, the Supporting People and Businesses Act, 2021

What changes have been made to the Planning Act?

- Changes to the Planning Act, Municipal Act, 2001 and City of Toronto Act, 2006 provide municipalities with discretionary authority to delegate additional decisions to committees of council or municipal staff for minor amendments to zoning by-laws like:
 - Temporary use by-laws
 - Lifting of holding provisions
- Before matters may be delegated, official plan policies will need to be developed to establish the type of minor zoning by-law amendments that may be delegated, such as authorization of temporary uses, the lifting of a holding symbol, and other minor zoning by-law amendments.

What types of “minor” amendments to a zoning by-law may be delegated?

- If a municipality would like to use this authority, official plan policies will need to be established to scope and define the types of “minor” zoning amendments that may be delegated. This could include matters like temporary use by-laws and by-laws lifting holding provisions.
- This approach is intended to allow for a locally tailored approach that reflects input from the public.

What types of conditions could council apply when delegating its authority?

- Council will have the ability to apply conditions on the delegation of its decision(s). These conditions would be determined locally when the official plan policies and implementing by-law for the delegation are being developed.

Will this new delegation authority alter the public meeting or appeal rights of the matters delegated?

- The delegation of additional planning matters would not alter any notice or public meeting requirements or limit appeal rights.

What other planning decisions can be delegated?

- Under the Planning Act, municipal council can delegate the following decisions to a committee of council, staff, or, in some cases, a committee of adjustment:
 - Community planning permit system permits
 - Approval of adopted lower-tier official plan amendments
 - Plans of subdivision and condominiums
 - Consents
 - Site plan
 - Validations
- Other planning matters, such as administrative functions related to by-laws, may be delegated by council based on the delegation provisions in the Municipal Act, 2001 (or City of Toronto Act, 2006).

Schedule 24 (Planning Act) to Bill 276, the Supporting Recovery and Competitiveness Act, 2021

What changes will be made to the Planning Act?

- The changes include technical, administrative and policy changes to provisions in sections 50, 51, 53, 54, 55 and 57 of the Planning Act related to control of the division of land, as well as other housekeeping or consequential changes.
- Upon proclamation, the changes will:
 - provide new exceptions to subdivision control and part lot control (i.e., exceptions from the need for land division approval) – for example, by preventing parcels from merging with other lands in certain circumstances
 - change the plan of subdivision process – for example, by aligning the requirements for public notice, information, and public meetings with other instruments under the Act
 - change the consent application process – for example, by requiring a municipality or the Minister, where requested, to issue a certificate for the retained land in addition to providing a certificate for the lands that are subject to the consent application, and
 - make other changes regarding subdivision control and its related processes – for example, by requiring that a decision on a validation conform with the same criteria which are applicable to consents.

What changes will be made with respect to “lot mergers”?

- Changes will be made to the subdivision control provisions to prevent lots from merging where lands were previously owned by, or abutted land previously owned by, joint tenants and where the ownership would have otherwise merged as a result of the death of one of the joint tenants.
- Outside of a “death of a joint tenant” scenario, lot mergers will continue to occur.

What changes will be made to the consent application process?

- Changes will be made to the consent application process to, for example:
 - permit a purchaser of land or the purchaser’s agent to apply for a consent
 - establish a new certificate of cancellation
 - provide for certificates to be issued in respect of retained land in addition to the lands that are subject to the consent application
 - provide for a standard two-year period during which the conditions of a consent must be satisfied, and
 - permit a consent application to be amended by an applicant prior to a decision about the consent being made by the consent-granting authority.
- Municipalities may need to modify or update certain administrative processes as a result of some of these changes.

What is a certificate for retained land?

- Changes to the Planning Act will provide for a consent-granting authority to issue a certificate for the retained land (the other part of the parcel approved through the land division process) resulting from certain consents.
- This certificate will show that the retained land has “consent” status.
- An applicant will need to specify in their application whether they are requesting a retained land certificate, and if so, require that a statement from a solicitor

confirming the extend of the owner's retained land be included as part of that application.

What is a certificate of cancellation?

- In some situations, the original consent granted for a parcel of land may no longer be wanted or needed. This could occur, for example, where a parcel created by consent may need to be widened to accommodate a driveway. In these cases, the original consent may need to be cancelled to ensure the revised parcel will function as a single unit.
- Changes to the Planning Act will allow owners to apply to the consent-granting authority for a certificate of cancellation for a parcel that was previously severed with a consent. The consent-granting authority may also require the owner to apply as a condition of approval.
- Once a certificate of cancellation is issued, the parcel would be treated as though the previous consent had not been given. This could mean that the parcel would merge with neighbouring lands that are owned by the same person.

What considerations need to be applied to validation requests?

- A validation can be used in place of obtaining a consent to the contravening transaction (transfer or other transaction that was made in breach of the Planning Act requirements) in certain situations; for example, where the landowners at the time of the contravention are not available to sign the new transfer documents.
- The validation allows the validation authority to consider each situation on its merits and decide whether a request to validate title should be supported. The validation authority may, as a condition to issuing the validation, impose conditions as it considers appropriate.
- Bill 276 will make changes to require that a decision regarding a validation must conform with the same criteria which are applicable to consents, for example:
 - having regard to provincial interests and the land division criteria set out in the Planning Act
 - ensuring the validation is consistent with the Provincial Policy Statement and conforms, or does not conflict, with provincial plans, and
 - ensuring the validation conforms with all applicable official plans.